
**© THE QUEEN'S PRINTER FOR
ONTARIO
2000**

REPRODUCED WITH PERMISSION

**L'IMPRIMEUR DE LA REINE POUR
L'ONTARIO**

REPRODUIT AVEC PERMISSION

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Manuel de 2000-2001

concernant

**l'Allocation d'aide spécialisée (AAS)
dans le cadre de la Subvention pour l'éducation
de l'enfance en difficulté**

**Lignes directrices
à l'intention des conseils scolaires**

Ministère de l'Éducation

**Manuel de 2000-2001 concernant l'Allocation d'aide spécialisée (AAS)
dans le cadre de la Subvention pour l'éducation
de l'enfance en difficulté**

TABLE DES MATIÈRES

VUE D'ENSEMBLE DES CHANGEMENTS EN 2000-2001.....5

**PARTIE I – FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE.....8
EN DIFFICULTÉ EN 2000-2001**

Financement axé sur l'élève

Financement de l'éducation de l'enfance en difficulté

Allocation générale par élève en difficulté (AGED)

Allocation d'aide spécialisée (AAS)

Partie à incidence spéciale (PIS)

Transférabilité

Autres subventions pour l'éducation de l'enfance en difficulté

Redevabilité

Processus de vérification des demandes relatives à l'AAS

**PARTIE II – NIVEAU 1 DE L'AAS – LIGNES DIRECTRICES RELATIVES
AUX DEMANDES DE L'ÉQUIPEMENT.....15**

Renseignements généraux

Programme d'appareils et accessoires fonctionnels du ministère
de la Santé et des Soins de longue durée

Considérations spéciales

Transférabilité de l'équipement

Critères d'admissibilité pour les demandes relatives à l'AAS de niveau 1.....17

Évaluations relatives à l'équipement

Appareils braille

Appareils ou logiciels de communication

Systèmes MF ou similaires

Matériel informatique

Appareils pour la mobilité

Suite à la page 3...

**PARTIE III – NIVEAUX 2 ET 3 DE L'AAS – LIGNES DIRECTRICES
RELATIVES AUX DEMANDES.....21**

Historique

Processus de soumission et vérification des demandes de l'AAS en 2000-2001

Critères d'admissibilité.....23

Effectif actuel

Critères d'admissibilité préalables

Profils des élèves

Sommaire des critères

Documents requis27

Évaluations

Plan d'enseignement individualisé

Bulletin scolaire de l'Ontario

Feuilles de travail pour l'aide spécialisée.....30

Calcul du soutien relatif aux aides-enseignantes et aides-enseignants
et aux autres aides en classe

Calcul du temps des enseignantes et enseignants à l'enfance
en difficulté

Préparation de la feuille de travail pour l'aide spécialisée

Exigences relatives à l'horaire

**PARTIE IV – LIGNES DIRECTRICES RELATIVES À LA PARTIE
À INCIDENCE SPÉCIALE.....33**

Critères d'admissibilité

Application de la formule

Documents requis

Échéancier

Processus d'approbation

Annexes

Annexe A : Critères d'admissibilité préalables pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS.....38

Annexe B : Profils des élèves pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS.....39

Annexe C : Feuilles de travail pour l'aide spécialisée pour les niveaux 2 et 3
de l'AAS.....51

Annexe D : Formulaire sur l'état du matériel admissible à l'AAS
Pour la transférabilité.....55

Annexe E : Formulaire de demande relative à l'AAS.....56

Annexe F : Bureaux de district du ministère de l'Éducation.....57

Annexe G : Modèle de lettre aux parents/tutrices ou tuteurs pour les niveaux 2
et 3 de l'AAS.....59

Annexe H : Formulaire de demande – Partie à incidence spéciale (PIS).....61

Le présent document est disponible sur le site Web du ministère de l'Éducation à l'adresse
suivante : <http://www.edu.gov.on.ca>. Une publication équivalente est disponible en anglais sous
le titre suivant : <http://www.edu.gov.on.ca>

Liste des abréviations

aa/mm/jj	année/mois/jour
AAS	Allocation d'aide spécialisée
AGED	Allocation générale par élève en difficulté
CCED	Comité consultatif pour l'enfance en difficulté
CIPR	Comité d'identification, de placement et de révision
DA/HDA	Difficultés d'apprentissage et hyperactivité avec déficit de l'attention
DB	Décibel
DSO	Dossier scolaire de l'Ontario
EDU	Ministère de l'Éducation
ESSA	Équipement spécial individualisé
ETP	Équivalent temps plein
PTF	Protocole de transfert de fichiers
MF	Modulation de fréquence
NPP 76 C	Politique / Programmes Note n° 76C, le 4 octobre 1991 Programmes et services offerts par les conseils scolaires aux élèves sourds, aveugles ou sourds / aveugles
NPP 81	Politique / Programmes Note n° 81, le 19 juillet 1984 «Services auxiliaires de santé offerts en milieu scolaire» –
PAAF	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels
PEI	Plan d'enseignement individualisé
PIS	Partie à incidence spéciale

VUE D'ENSEMBLE DES CHANGEMENTS EN 2000-2001

Le présent manuel explique la façon dont le ministère entend financer l'éducation de l'enfance en difficulté pour l'année scolaire 2000-2001. Il remplace le document *Manuel concernant l'allocation d'aide spécialisée (AAS) dans le cadre de la Subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté – Lignes directrices à l'intention des conseils scolaires 1999-2000*, publié le 17 mars 1999.

Renseignements généraux

En 1998-1999, on a introduit une subvention à deux volets pour l'enfance en difficulté. Selon cette subvention, les conseils scolaires reçoivent un financement de l'allocation générale par élève en difficulté (AGED) en fonction du nombre total d'effectif. Les conseils scolaires reçoivent en plus l'allocation d'aide spécialisée (AAS) selon le nombre total d'élèves qui répondent aux critères d'admissibilité.

En 1999-2000¹, le ministère a initié une révision du volet de l'Allocation d'aide spécialisée (AAS). Une des composantes de cette révision était de faire la mise à l'essai des critères d'admissibilité d'AAS qui étaient plus clairs et uniformes. Des améliorations au niveau de la subvention en enfance en difficulté ont été élaborées pour l'année scolaire 2000-2001.

Au cours de l'année scolaire 1999-2000, deux mesures transitoires ont été mises en œuvre pour les conseils scolaires. Le financement de l'AAS a été maintenu aux niveaux de 1998-1999 pour l'année scolaire 1999-2000 en vue d'assurer la continuité des services aux élèves. Les conseils ont également profité d'une augmentation de 30 millions de dollars de l'allocation générale par élève en difficulté (AGED), en vue de répondre aux besoins des nouveaux élèves arrivant pendant l'année scolaire 1999-2000.

Financement de l'éducation de l'enfance en difficulté en 2000-2001

Pour l'année scolaire 2000-2001, le ministère assure le financement de l'éducation de l'enfance en difficulté par le biais d'une enveloppe comprenant deux volets :

- Le financement provenant de l'AGED est maintenu selon l'effectif total de chaque conseil scolaire. L'augmentation de 30 millions de dollars de l'AGED est maintenue pour l'année 2000-2001 ainsi que les années scolaires à venir, en vue de permettre aux conseils scolaires de faire face aux imprévus (l'arrivée de nouveaux élèves ou le changement des besoins des élèves au cours de l'année scolaire).
- Chaque conseil scolaire présente ses demandes relatives aux niveaux 1, 2 et 3 de l'AAS en fonction du nombre d'élèves qui répondent parfaitement aux critères d'admissibilité de l'AAS pour 2000-2001. (Les niveaux de financement de l'AAS seront déterminés pour chaque conseil selon le pourcentage d'élèves ayant des besoins élevés et du nombre de demandes validées par le ministère.)

¹ Les critères d'admissibilité à l'AAS pour l'année scolaire 1999-2000 étaient fondés sur les recommandations d'une équipe de spécialistes comprenant des spécialistes de l'enfance en difficulté, des administratrices et administrateurs scolaires, des enseignantes et enseignants et des représentantes et représentants du conseil consultatif sur l'éducation de l'enfance en difficulté.

Une fois les niveaux de financement confirmés, les conseils recevront leur financement pour l'éducation de l'enfance en difficulté en une seule enveloppe pour l'année scolaire 2000-2001.

Processus de soumissions et de vérification des demandes de l'AAS

Aux fins de vérification par le ministère, les conseils présenteront leurs demandes pour la fin avril 2000 afin de déterminer les niveaux de financement de l'AAS. En avril-mai, les vérificatrices et vérificateurs du ministère se rendront dans les conseils afin de déterminer si les demandes répondent aux critères de niveaux 1, 2 et 3 de l'AAS. Un taux de validation est attribué aux conseils en fonction du nombre de demandes validées pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS. Pour l'année 2000-2001, les conseils qui présentent un nombre plus élevé de demandes validées, recevront une augmentation d'AAS. Leurs niveaux de financement de l'éducation de l'enfance en difficulté seront confirmés avant juin 2000.

Critères d'admissibilité

Les critères d'admissibilité sont les mêmes que ceux qui ont été utilisés lors de la révision en 1999-2000. Les demandes relatives à l'AAS doivent respecter les trois critères suivants :

- satisfaire aux exigences relatives à l'effectif (page 23) et
- satisfaire aux sept critères décrits dans la *Liste de contrôle des critères d'admissibilité préalables* (Annexe A) et
- correspondre aux profils des élèves (Annexe B).

Fonds de transition

Afin d'assurer le maintien des services pour les élèves ayant des besoins particuliers, les conseils scolaires recevront le même niveau de financement d'AAS qu'ils recevaient en 1999-2000, même si le nombre de demandes validées en 2000-2001 est inférieur. Cette mesure de transition sera en place pour une autre année afin de maintenir les services offerts aux élèves ayant des besoins particuliers. Les conseils scolaires devront à la lumière des données qui vont ressortir du processus de validation des demandes d'ASS, évaluer leurs programmes et services des élèves ayant des besoins particuliers. Les conseils scolaires devront travailler de très près avec les enfants et les parents afin de maintenir en place les services nécessaires tels que décrits dans le PEI.

Le ministère prévoit que les conseils scolaires vont générer un montant additionnel de 40 millions pour le financement de l'AAS.

Financement protégé de l'éducation de l'enfance en difficulté

Le financement de l'enfance en difficulté est protégé.

Les conseils sont tenus d'utiliser la totalité de l'allocation aux programmes et services à l'enfance en difficulté, ou de placer ces fonds en réserve. Dès 2000-2001, les conseils recevront le financement de l'AGED et de l'AAS dans une seule enveloppe, ce qui leur permettra de mieux répondre aux besoins et situations variés de tous leurs élèves ayant des besoins particuliers.

Redevabilité

Les conseils doivent rendre compte aux parents, des programmes et services définis dans le plan d'enseignement individualisé (PEI) de chaque élève. Ils sont également tenus d'impliquer les parents à l'élaboration du PEI des élèves conformément au Règlement 181/98 pris en application de la *Loi sur l'éducation*.

PARTIE I – FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ EN 2000-2001

Financement axé sur l'élève

Le système de financement axé sur l'élève comprend les subventions suivantes :

- une subvention de base, qui assure l'éducation de base de tous les élèves de la province, y compris des élèves ayant des besoins particuliers;
- neuf subventions à des fins particulières, qui permettent de tenir compte des situations différentes des élèves et des conseils scolaires :
 1. Subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté
 2. Subvention pour raisons d'ordre géographique et subvention aux administrations scolaires
 3. Subvention pour programmes d'aide à l'apprentissage
 4. Subvention pour l'enseignement des langues
 5. Subvention pour l'éducation des adultes et la formation continue
 6. Subvention pour le transport des élèves
 7. Subvention pour l'administration et la gestion des conseils scolaires
 8. Subvention pour la rémunération des enseignantes et des enseignants
 9. Subvention pour l'apprentissage durant les premières années d'études
- une subvention pour les installations destinées aux élèves, qui permet de payer les coûts de chauffage, d'éclairage, d'entretien et de construction des écoles, ainsi que les aménagements tels que les rampes d'accès.

Financement de l'éducation de l'enfance en difficulté

Le financement de l'éducation de l'enfance en difficulté comporte plusieurs paliers.

Les conseils reçoivent d'abord une subvention de base pour chaque élève inscrit, que l'élève ait des besoins particuliers ou non. Il s'agit là du premier palier, qui vise à couvrir les coûts de base de l'enseignement en classe pour tous les élèves, y compris les élèves ayant des besoins particuliers. Les coûts de base de l'enseignement comprennent le personnel enseignant, les aides-enseignantes et aides-enseignants, le personnel de soutien tel que les professionnels et paraprofessionnels, ainsi que les manuels scolaires, le matériel d'apprentissage, les ordinateurs et les autres fournitures scolaires.

Lorsqu'une ou un élève ayant des besoins particuliers est intégré en classe régulière, la plus grande partie de la subvention de base qui se rapporte à cet élève sert à absorber les coûts associés au personnel enseignant et les autres coûts en classe. Une faible partie de la subvention de base peut aussi servir pour la bibliothèque, les services d'orientation, les conseillères et conseillers pédagogiques et les autres postes associés à la gestion de l'école.

Lorsqu'une ou un élève est placé dans une classe distincte avec d'autres élèves en difficulté,² la subvention de base sert aussi à absorber les coûts associés au personnel enseignant et les autres coûts en classe. Les classes distinctes ont cependant tendance à être moins nombreuses que les classes régulières, variant entre 6 et 16 élèves.³ Afin de financer des classes distinctes, le conseil scolaire doit utiliser les fonds de la subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté (décrite de façon détaillée ci-après), ainsi que les fonds de la subvention de base pour couvrir l'ensemble des coûts associés au fonctionnement de chaque classe distincte.

Le deuxième palier de financement est la subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté, qui constitue l'une des neuf subventions à des fins particulières qui tiennent compte des situations différentes des élèves et des conseils scolaires. La subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté vise à couvrir les coûts additionnels des programmes et des services à l'enfance en difficulté. Les coûts additionnels sont ceux qui s'ajoutent aux coûts ordinaires associés à l'éducation des élèves en Ontario.

Voici quelques exemples de coûts additionnels :
(Cette liste n'est pas exhaustive)

- les évaluations et les services aux élèves avant l'identification d'une anomalie;
- les enseignantes et enseignants à l'enfance en difficulté, y compris les enseignantes et enseignants-ressources;
- le personnel professionnel tels que les psychologues, travailleuses sociales et travailleurs sociaux, orthophonistes, ergothérapeutes et physiothérapeutes;
- le personnel paraprofessionnel tels que les aides-enseignantes et aides-enseignants, thérapeutes du comportement et travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes;
- l'aide requise pour l'intégration des élèves en classe régulière accompagnée des aides-enseignantes et aides-enseignants;
- les coûts rattachés au retrait d'une ou d'un élève d'une classe régulière en vue de lui fournir une aide individuelle spécialisée ou en petits groupes, assurée par une enseignante ou un enseignant spécialiste;
- les coûts rattachés au placement d'une ou d'un élève dans une classe distincte à effectif réduit, avec d'autres élèves en difficulté.

Les conseils scolaires doivent réagir de façon appropriée aux besoins et situations variés des élèves en difficulté, en leur fournissant l'éventail des programmes et services qui sont nécessaires pour répondre à leurs besoins et qui sont recommandés par le Comité consultatif pour l'enfance en difficulté (CCED) du conseil.

Le financement pour l'éducation de l'enfance en difficulté est protégé. Les conseils doivent dépenser leur allocation pour l'éducation de l'enfance en difficulté aux programmes et services destinés aux élèves ayant des besoins particuliers, ou placer ces fonds en réserve.

² Lorsqu'un comité d'identification, de placement et de révision (CIPR) identifie une ou un élève comme élève en difficulté, la direction de l'école doit s'assurer qu'un plan d'enseignement individualisé (PEI) est élaboré pour l'élève dans les 30 jours qui suivent son placement dans un programme à l'enfance en difficulté. Elle doit aussi préparer un PEI pour les élèves ayant des besoins particuliers qui bénéficient de programmes et services à l'enfance en difficulté sans avoir été formellement identifiés comme élèves en difficulté par un CIPR.

³ Le règlement 298 détermine le nombre maximum d'élèves par classe, pour les différentes anomalies.

Les conseils peuvent utiliser à leur discrétion d'autres subventions en vue d'améliorer les programmes et services à l'enfance en difficulté.

Voici quelques exemples :

- La subvention de base sert à défrayer les coûts de la rémunération des enseignantes et enseignants de l'enfance en difficulté.
- La subvention pour l'enseignement des langues sert aux programmes d'apprentissage des langues pour tous les élèves qui apprennent l'anglais ou le français comme langue seconde.
- La subvention pour les programmes d'aide à l'apprentissage sert pour les élèves qui risquent de connaître des difficultés scolaires en raison de leur situation socio-économique.
- La subvention pour les installations destinées aux élèves aide à couvrir les dépenses reliées aux aménagements, p. ex. les rampes d'accès.
- La subvention pour le transport aide à défrayer les coût du transport des élèves à leurs programmes pour l'enfance en difficulté. Le coût additionnel du transport entre le domicile et l'école provinciale ou l'école d'application est remboursé dans son entité.
- La subvention pour l'administration et la gestion des conseils scolaires permet de couvrir les coûts administratifs des programmes et services à l'enfance en difficulté.

Les seules restrictions imposées aux conseils à cet égard, sont qu'ils doivent respecter les critères concernant les dépenses en classe et en dehors de la classe, et utiliser aux fins prévues le financement accordé pour la réfection des écoles et les nouvelles places.

Pour l'année scolaire 2000-2001, la subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté accorde plus de 1,2 milliards de dollars de financement pour absorber les coûts de l'éducation des élèves ayant des besoins particuliers. Cette subvention est déterminée par le biais de deux formules distinctes, mais les conseils scolaires recevront leur financement pour l'éducation de l'enfance en difficulté en une seule enveloppe.

L'allocation générale par élève en difficulté (AGED)

Les conseils scolaires reçoivent l'AGED pour chaque élève au palier élémentaire et secondaire, que l'élève ait des besoins particuliers ou non.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT L'AGED EN 2000-2001?

En 1999-2000, l'AGED a augmenté de 30 millions. Cette augmentation est maintenue pour l'année 2000-2001 et pour les années à venir.

Cette augmentation représente environ 5 pour 100 du financement provenant de l'AGED et elle est maintenue dans l'espoir que les conseils mettront de côté une part raisonnable de leur AGED pour faire face aux imprévus tels l'arrivée de nouveaux élèves (p. ex. en maternelle) ou le changement au niveau des besoins des élèves.

Les conseils scolaires devraient décider qu'elle montant de l'AGED devrait être mis de côté pour les imprévus selon les nécessités et priorités locales.

L'allocation d'aide spécialisée (AAS)

Les niveaux de financement de l'AAS pour les conseils scolaires sont déterminés pour chaque conseil en fonction du nombre d'élèves ayant des besoins élevés qui répondent aux critères d'admissibilité énoncés dans le présent manuel. En général, les critères permettent de reconnaître les élèves ayant des difficultés sévères qui ont un curriculum très modifié (50 % -- 100 %) et qui ont aussi besoin de programmes et services très coûteux. L'AAS comporte quatre niveaux, et une partie à incidence spéciale (PIS).

Niveau 1 de l'ASS

Les conseils font demande de ASS pour le niveau 1 pour les élèves qui ont besoin d'équipement personnalisé dont le coût dépasse 800 \$ par élève par année scolaire. Les conseils peuvent faire des demandes d'équipement d'ASS de niveau 1 deux fois l'an. Les critères d'admissibilité au niveau 1 de l'ASS et le processus de vérification des demandes sont décrits de façon détaillée à la page 17.

Niveau 2 et niveau 3 de l'ASS

Les conseils reçoivent des fonds provenant du niveau 2 et du niveau 3 de l'ASS en fonction du nombre total d'élèves qui répondent aux critères du niveau 2 et du niveau 3 de l'ASS. Pour l'année scolaire 2000-2001, les conseils reçoivent une ASS de niveau 2 de 12 000 \$ multipliée par le nombre de demandes validées, et une ASS de niveau 3 de 27 000 \$ multipliée par leur taux de demandes validées.

En 2000-20001, les critères d'admissibilité de l'ASS seront les mêmes qu'en 1999-2000. En général, les demandes relatives aux élèves qui répondent aux critères définis dans les critères d'admissibilité préalables (Annexe A) et qui correspondent à l'un des profils des élèves pour l'ASS de niveau 2 ou 3 (Annexe B), seront validées. L'équipe de vérification s'appuiera sur des évaluations et autres documents afin de confirmer si les demandes correspondent aux critères d'admissibilité.⁴

Pour en savoir davantage sur les critères d'admissibilité de l'ASS de niveau 2 et de niveau 3 et le processus de vérification des demandes pour l'année scolaire 2000-2001, voir le **PATRIE III – NIVEAUX 2 ET 3 DE L'ASS – LIGNES DIRECTRICES POUR LES DEMANDES EN 2000-2001**, à la page 23 du présent document.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT L'AAS EN 2000-2001?

Pour déterminer le financement provenant de l'ASS pour l'année scolaire 2000-2001, les conseils scolaires sont tenus de présenter des demandes en indiquant le nombre d'élèves qui correspondent aux critères d'admissibilité de l'ASS pour 2000-2001, qui sont les mêmes qu'en 1999-2000.

⁴ En 2000-2001, les critères d'admissibilité de l'ASS exigent que les élèves aient été inscrits au conseil en 1999-2000 en plus de répondre aux critères définis dans les *Critères d'admissibilité préalables* (voir Annexe A) et de correspondre à l'un des *Profils des élèves* (Annexe B).

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT L'AAS EN 2000-2001?

Le niveau d'aide spécialisée fourni à l'élève par une aide-enseignante ou un aide-enseignant, une professionnelle ou un professionnel, une paraprofessionnelle ou un paraprofessionnel, ou une enseignante ou un enseignant à l'enfance en difficulté est seulement un critère d'admissibilité pour l'acceptation d'une demande relative à l'ASS pour les élèves sourds, malentendants, aveugles, ayant une basse vision, ou ayant un handicap physique ou anomalies multiples (y compris les élèves sourds/aveugles).⁵ Dans ces cas, les profils particuliers décrivent un minimum d'aide spécialisée que les conseils doivent fournir.

Dès 2000-2001, les élèves ayant un handicap physique sévère pourront être admissibles à une AAS sans modification du curriculum, en autant qu'ils aient besoin d'aménagement, de modification, ou de soins auxiliaires pour suivre le curriculum pendant plus de la moitié de la journée (50%).

Les conseils présentent leurs demandes pour avril 2000. Leurs demandes seront vérifiées en avril-mai 2000 par des vérificatrices et vérificateurs du ministère qui connaissent bien le domaine de l'éducation de l'enfance en difficulté.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT L'ASS DE NIVEAU 2 ET 3 POUR L'ANNÉE 2000-2001?

Le ministère prévoit qu'un montant additionnel de 40 millions de dollars peut découler du processus de vérification des demandes pour l'année scolaire 2000-2001.

Une fois les vérifications terminées, le niveau de financement des conseils scolaires relatif à l'AAS sera confirmé à temps afin de leur permettre de finaliser l'établissement de leur budget pour 2000-2001.

Afin d'assurer le maintien des services pour les élèves ayant des besoins particuliers, les conseils scolaires recevront le niveau de financement le plus élevé reçu durant l'année 1999-2000 (avec les ajustements de la transférabilité) ou le niveau de financement d'AAS d'après les demandes validées de 2000-2001). Cette mesure de transition sera en place pour une autre année afin de maintenir les services offerts aux élèves ayant des besoins particuliers. Les conseils scolaires devront à la lumière des données qui vont ressortir du processus de validation des demandes d'ASS, évaluer leurs programmes et services des élèves ayant des besoins particuliers. Les conseils scolaires devront travailler de très près avec les enfants et les parents afin de maintenir en place les services nécessaires tels que décrits dans le PEI.

Les conseils peuvent regrouper leur AGED et leur AAS afin de répondre aux nécessités et situations diverses de tous leurs élèves ayant des besoins particuliers.

⁵ Le niveau d'aide spécialisée n'est pas un critère d'admissibilité pour les demandes d'après le profil 1 (troubles du comportement), profil 3 (difficulté d'apprentissage ou troubles de la parole), profil 4 (autisme ou autre handicap de développement), et le profil 7 (anomalies d'ordre intellectuel ou de développement).

Niveau 4 de l'AAS

L'AAS de niveau 4 est accordée aux conseils scolaires pour couvrir le coût de la prestation de programmes éducationnels aux élèves admis à un programme offert dans un établissement de soins, de traitement ou de services correctionnels. Le financement prévu pour le niveau 4 de l'AAS est accordé de la même façon qu'en 1999-2000 par le biais d'un processus d'approbation des programmes par les bureaux de district du ministère de l'Éducation.

Les élèves inscrits à ces programmes ne figurent pas dans le processus de demandes pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS parce qu'ils ne sont pas inscrits sur les registres scolaires. Des lignes directrices concernant l'AAS de niveau 4 seront publiées par le ministère de façon distincte pour l'année scolaire 2000-2001.

Partie à incidence spéciale (PIS)

En 2000-2001, les conseils scolaires pourront continuer de demander à leur bureau de district du ministère une partie à incidence spéciale (PIS) au nom des élèves qui ont des besoins très élevés en matière d'aide spécialisée (d'après leur handicap) afin d'assurer leur sécurité et celle des autres en classe.

Un élève admissible pour la PIS sera aussi éligible pour l'AAS de niveau 3, même si pendant l'année 2000-01, ceci n'était pas un critère d'admissibilité. Une fois leur demande approuvée, un montant maximum de 27 000 \$ par élève peut leur être accordé. On prévoit un montant estimé de 2.5 million pour l'année 2000-01.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT LA PIS EN 2000-2001?

Les conseils scolaires pourront présenter des demandes au cours de l'année scolaire 2000-2001 pour des élèves qui n'étaient pas sur leur liste de demandes d'AAS pour 1999-2000 et qui ne sont pas sur la liste des demandes de 2000-2001.

RÉSUMÉ DES NIVEAUX DE FINANCEMENT DE L'AAS

L'AAS de niveau 1 procure une aide pour les élèves qui ont besoin d'équipement spécial personnalisé. L'AAS de niveau 1 constitue un volet additionnel pour l'équipement. Elle peut être utilisée pour les élèves en combinaison avec la subvention de base d'AGED et AAS de niveau 2 ou AAS de niveau 3.

L'AAS de niveau 2 et de niveau 3 procure une aide aux conseils en fonction du nombre d'élèves ayant des besoins très élevés en matière de programmes et services spécialisés, qui sont généralement très coûteux.

L'AAS de niveau 4 procure une aide pour les programmes éducationnels offerts aux élèves admis dans un établissement de soins, de traitement ou de services correctionnels (parfois appelés placements au titre de l'article 19). Les élèves inscrits à ces programmes ne figurent pas dans le processus des demande pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS parce qu'ils ne sont pas inscrits sur le registre scolaire. Des lignes directrices concernant l'AAS de niveau 4 seront publiées par le ministère de façon distincte pour l'année scolaire 2000-2001.

La PIS est accordée pour les élèves qui ont des besoins exceptionnels en matière d'aide spécialisée afin d'assurer la sécurité en salle de classe. En général, l'élève admissible à la PIS est admissible également à l'AAS de niveau 3.

Transférabilité de l'AAS

Les élèves admissibles à l'AAS de niveau 1, 2 ou 3 dans une école ou un conseil scolaire maintiennent leur admissibilité lorsqu'il change d'école ou de conseil scolaire. Les dispositions relatives de la transférabilité continuent de s'appliquer en 2000-2001 pour l'AAS de niveau 1 (équipement personnalisé). Le ministère de l'Éducation entend également maintenir la transférabilité des niveaux 2 et 3 de l'AAS. Les conseils scolaires seront consultés sur la mise en œuvre de la transférabilité en 2000-2001 et le ministère fournira des précisions à ce sujet en avril 2000.

Redevabilité et l'utilisation des fonds prévus pour l'enfance en difficulté

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT LA REDEVABILITÉ POUR LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ?

Les conseils sont également tenus de décrire et mettre en place les programmes et services tels que décrits dans le plan d'enseignement individualisé (PEI) de chaque élève. Ils doivent impliquer les parents à l'élaboration du PEI des élèves conformément au Règlement 181/98. En ce qui a trait au PEI, le ministère est à élaborer des normes.

Dès l'année scolaire 2000-2001, les conseils scolaires auront la possibilité de regrouper leur AGED et leur AAS en une seule enveloppe en vue d'offrir des programmes et services à tous leurs élèves en difficulté ainsi qu'aux autres élèves ayant des besoins particuliers. Les conseils scolaire ont demandé que cette souplesse leur soit accordée afin de mieux s'acquitter de leurs responsabilités, selon la *Loi sur l'éducation* d'offrir des programmes et services répondant aux besoins de tous leurs élèves en difficulté. Il appartient aux conseils scolaires de répartir les ressources selon les nécessités et situations variées de chaque élève.

Deux exceptions sont cependant prévues concernant cette souplesse :

- Les fonds de l'AAS de niveau 4 doivent être utilisés pour les programmes particuliers approuvés par le ministère et offerts aux élèves dans les établissements de soins, de traitement ou de services correctionnels.
- Les fonds de l'AAS de niveau 1 sont prévus pour l'achat d'équipement pour les élèves approuvés de façon individuel.

Les conseils sont toujours tenus de dépenser tous leurs fonds reçus pour l'enfance en difficulté pour les programmes et les services en enfance en difficulté. Il leur appartient de déterminer le niveau d'aide à fournir à chaque élève pour répondre à ses besoins.

Les conseils scolaires sont tenus de planifier et d'assurer la gestion des imprévus dans le cadre de leur enveloppe pour l'éducation de l'enfance en difficulté tels l'arrivée de nouveaux élèves, les changements au niveau des besoins des élèves ou les changements d'école par les élèves. C'est dans cette perspective que l'augmentation de 30 millions de dollars de l'AGED a été maintenue.

PARTIE II – NIVEAU 1 DE L'AAS – LIGNES DIRECTRICES POUR LES DEMANDES D'ÉQUIPEMENT EN 2000-2001

Renseignements généraux

Une demande d'AAS peut être présentée pour l'élève qui a besoin d'équipement personnalisé dont les dépenses totales, y compris les taxes et le transport, dépassent 800 \$ pour l'année scolaire. Une demande d'AAS peut être présentée pour tout élève ayant des besoins particuliers, sans égard au fait qu'une demande est présentée ou non concernant l'admissibilité au niveau 2 ou 3 de l'AAS.

En préparant les demandes d'AAS, les conseils scolaires doivent indiquer le coût total de l'équipement, en ajoutant une estimation des taxes et des frais d'installation et de transport. Ce 800 \$ est déduit automatiquement par le ministère.

Les vérificatrices et vérificateurs examinent toutes les demandes d'AAS (équipement). Chaque demande d'AAS doit être accompagnée de l'évaluation requise et des estimations de prix ou factures.

Lorsque l'équipement approuvé est acheté, le reçu (indiquant le coût réel) doit être envoyé au bureau de district du ministère de l'Éducation, comme suit :

Les conseils scolaires pourront soumettre d'autres demandes d'AAS I pendant l'année scolaire 2000-2001. Ceci permettra aux conseils scolaires de répondre aux besoins nouvellement identifiés d'équipement. Ces demandes doivent être présentées au bureau de district du ministère de l'Éducation pour le 17 novembre 2000. Ces demandes doivent être accompagnées des évaluations requises et des estimations de prix.

Les demandes d'AAS I présentées au printemps 2000 permettront aux conseils scolaires d'acheter et d'avoir l'équipement en place pour le début de l'année scolaire 2000-2001. On doit faire parvenir les factures indiquant le coût actuel de l'équipement au bureau de district du ministère de l'Éducation.

Les demandes d'AAS doivent porter sur l'équipement personnalisé destiné à être utilisé à l'école. En voici quelques exemples :

- analyseurs de parole
- systèmes MF
- dispositifs d'agrandissement des caractères pour élèves à basse vision
- systèmes d'amplification
- matériels et logiciels informatiques
- pupitres ou tables de travail adaptés aux besoins particuliers
- pupitres ou tables d'ordinateur réglables
- machines à écrire en braille
- traducteurs vocaux de symboles ou de lettres
- cabines insonorisées et isolements
- aides à la communication, p. ex. Boardmaker*, synthétiseurs vocaux
- systèmes de soutien en position assise, debout et couchée ;

et tout autre équipement requis à l'école pour l'usage personnel de certains élèves pour leur aider à suivre un programme d'études approuvé. Les coûts peuvent comprendre la part des frais de l'élève liés à une garantie ou à un contrat d'entretien. En cas de disposition de partage des coûts, le conseil peut présenter une demande pour sa part des coûts qui dépasse 800 \$.

Programme d'appareils et accessoires fonctionnels du ministère de la Santé et des Soins de longue durée

Le programme d'appareils et accessoires fonctionnels (PAAF) du ministère de la Santé et des Soins de longue durée offre un financement partiel aux particuliers pour certains équipements conçus **pour être utilisés surtout à domicile**. De par sa nature, cet équipement est souvent transportable et peut donc servir à l'école comme à la maison. Le partage des coûts est encouragé et peut faire l'objet d'une demande, si les coûts dépassent 800 \$ pour l'élève, au cours de l'année scolaire. Lorsqu'un deuxième appareil est nécessaire parce qu'il est impossible de transporter l'équipement de la maison à l'école, le conseil peut demander le montant correspondant à l'équipement utilisé à l'école.

Une demande d'AAS ne doit pas être faite pour la portion du coût admissible à l'aide financière au titre du PAAF. Pour de plus amples renseignements sur ce programme, veuillez communiquer avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée en consultant les pages bleues de l'annuaire de votre localité.

Considérations spéciales

L'équipement de fréquence radio et les accessoires optiques deviennent souvent endommagés, désuets ou trop petits. L'approbation d'un accessoire identique ou similaire pour le même élève peut être accordée après trois ans si la demande est accompagnée de documentation à l'appui.

L'équipement coûte parfois très cher. **Les conseils sont invités à prévoir des dispositions de location-bail qui permettent de profiter de l'entretien et du remplacement d'équipement.** En pareil cas, **le coût total de location-bail** doit être demandé la première année et non un coût proportionnel étalé sur la durée de la location-bail. Par exemple, pour une location-bail de trois ans à raison de 1 000 \$ par an, il faut demander 3 000 \$ la première année de la location-bail.

Les conseils scolaires doivent s'assurer que l'équipement personnalisé acheté en Ontario répond aux normes de sécurité canadiennes (si cela s'applique).

Les coûts relatifs de l'équipement sont cumulatifs pour chaque élève. **Le ministère déduit 800 \$ au cours de l'année scolaire pour la demande de chaque élève** (et non pour chaque article demandé). Par exemple, si l'élève a besoin de trois appareils totalisant 7 200 \$, le ministère déduit un total de 800 \$ une fois pour cet élève en 2000-2001. Si trois élèves ont besoin de 2 400 \$ chacun pour l'équipement (soit au total 7 200 \$), le ministère déduit un total de 2 400 \$ pour l'équipement ($800 \$ \times 3$). Les conseils doivent utiliser les fonds de l'AGED ou d'autres fonds pour l'éducation de l'enfance en difficulté afin de couvrir les 800 \$ déduits de la demande d'AAS.

Les coûts demandés peuvent comprendre les coûts de l'équipement, l'assurance, les contrats de garantie, les périphériques tels que les câbles d'ordinateur, les piles et les logiciels requis pour le fonctionnement de l'équipement.

Les conseils doivent être en mesure de démontrer qu'ils ont pris soin de minimiser les coûts (p. ex. protéger les appareils contre le vol, réduire les coûts d'assurance, obtenir plusieurs estimations pour les contrats d'entretien). Les conseils peuvent avoir leurs propres politiques sur les déplacements et l'utilisation de l'équipement de la maison à l'école, même si l'équipement est acheté avec les fonds de l'AAS de niveau 1.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT L'AAS DE NIVEAU 1?

Pour 2000-2001, lorsque l'équipement est partagé avec d'autres élèves, les coûts devraient être affectés à un élève, mais l'on doit noter ou inscrire que d'autres élèves partagent ce même équipement. Une imprimante pour le braille est un exemple d'équipement partagé. Si l'élève déménage, l'équipement qui lui est assigné, peut demeurer à l'école afin que d'autres élèves puissent l'utiliser. Dans ce cas, le conseil scolaire qui reçoit cet élève, peut soumettre une nouvelle demande d'AAS.

Si l'élève reçoit de l'équipement dans le cadre d'un règlement ou d'une prestation d'assurance, le conseil ne doit pas demander une AAS de niveau 1, aucun coût n'ayant été engagé.

Si la demande d'AAS de niveau 1 dépasse 6 000 \$ pour l'élève, le conseil doit la faire approuver au préalable par le bureau de district du ministère de l'Éducation afin de confirmer que les autres possibilités moins coûteuses ont été examinées. Les conseils scolaires peuvent utiliser à cette fin le formulaire annexé (voir **Annexe H**).

Transférabilité de l'AAS de niveau 1

L'équipement acheté grâce aux fonds de l'AAS est transférable et accompagne l'élève d'une école à une autre école ou d'un conseil à un autre à l'exception de ce qui est noté ci-dessus. Le ministère a mis au point un formulaire pour aider les conseils à documenter les transferts de l'équipement (voir le formulaire sur l'état de l'équipement admissible à l'AAS, à l'Annexe D). L'ancien conseil de l'élève n'est pas remboursé pour la somme de 800 \$, sauf si les conseils ont convenu de le faire. C'est le nouveau conseil de l'élève qui assume cependant les coûts d'expédition et de manutention liés au transfert d'équipement.

L'équipement acheté auparavant selon les dispositions antérieures du programme du ministère concernant l'équipement spécial personnalisé demeure la propriété du conseil, sauf si le conseil décide de transférer l'équipement avec l'élève.

Critères d'admissibilité pour les demandes relatives à l'AAS de niveau 1

Les demandes d'AAS de niveau 1 sont révisées et les fonds sont accordés selon les mêmes modalités qu'en 1999-2000, sous réserve des quelques corrections mineures suivantes :

Chaque demande doit être justifiée par les documents suivants :

1. l'évaluation d'un professionnel dûment qualifié, déposée au dossier;
2. une copie des factures ou la preuve du coût de l'équipement à acheter, indiquant le numéro d'identification de l'élève qui a reçu l'équipement.

Voici quelques précisions sur ces critères.

1. L'évaluation d'un professionnel dûment qualifié, déposée au dossier

Le professionnel dûment qualifié est différent selon la nature du handicap de l'élève et le but et la fonction de l'équipement. La personne qui a fait l'évaluation doit indiquer, selon le cas :

- que cet appareil est indispensable pour que l'élève profite de l'enseignement;
- l'anomalie qui sera améliorée par cet appareil.

a) Appareils braille

Si la demande porte sur de l'équipement et des logiciels de braille, il faut établir qu'elle concerne un élève ou un élève aveugle, et que l'équipement est requis pour que l'élève ait accès à son programme d'enseignement. Le prix de ce genre d'équipement peut varier si l'on achète des versions plus coûteuses d'équipement. Il faut expliquer pourquoi elles sont plus coûteuses (p. ex. les problèmes de compatibilité avec les autres appareils déjà sur place, ou la facilité d'utilisation en fonction des aptitudes cognitives ou manuelles de l'élève). L'évaluation de la vision aura été réalisée par une ou un ophtalmologiste. Une évaluation ou une lettre de référence de l'école provinciale pour aveugles confirmant le besoin d'équipement en braille est également acceptée.

b) Appareils ou logiciels de communication

Lorsqu'on achète de l'équipement de communication (p. ex. un synthétiseur vocal), on le fait généralement pour un élève ou un élève incapable de communiquer verbalement, qui présente des anomalies multiples, qui est atteint d'autisme ou qui a un handicap de développement. L'évaluation figurant au dossier doit mentionner l'anomalie pour laquelle l'appareil de communication est requis, et expliquer comment cet appareil permettra à l'élève d'avoir accès à son programme d'enseignement ou l'aidera à communiquer avec les autres à l'école. L'évaluation aura été réalisée par un thérapeute ou un thérapeute de la communication augmentative, un orthophoniste ou un orthophoniste, ou une autre personne servant de conseillère ou conseiller ou de personne ressource pour le conseil scolaire.

Les élèves ayant certaines difficultés d'apprentissage ou un handicap physique sévère auront peut-être besoin d'autres accessoires de communication tels que des logiciels à commande vocale. Les conseils scolaires doivent répondre à ces besoins sans oublier les économies à réaliser : p. ex., si un logiciel abordable répond aux besoins de l'élève, c'est ce logiciel qu'il faut se procurer avant d'investir dans des logiciels spécialisés plus coûteux.

c) Systèmes MF ou similaires

Lorsqu'on achète un appareil MF, il faut établir que c'est pour une élève ou un élève sourd ou malentendant, et que l'appareil est nécessaire pour que l'élève puisse avoir accès à son programme d'enseignement. Le prix de ce genre d'équipement peut varier; si l'on achète des versions plus coûteuses d'équipement, il faut expliquer pourquoi (p. ex. les problèmes de compatibilité avec les autres appareils déjà sur place, ou la facilité d'utilisation en fonction des aptitudes cognitives ou manuelles de l'élève). L'évaluation de l'audition aura été réalisée par une ou un audiologiste. Une lettre de recommandation de l'école provinciale pour sourds confirmant le besoin d'équipement est également acceptée.

Si l'on envisage l'achat de ces appareils pour des élèves qui ont un trouble de l'ouïe provenant du système nerveux central, une période d'essai de six mois est recommandée avant la présentation d'une demande.

Il est possible d'acheter des champs acoustiques libres :

- pour des élèves évalués comme malentendants par une ou un audiologiste,
- ou pour des élèves évalués par un professionnel dûment qualifié comme ayant besoin de champs acoustiques à d'autres fins.

d) Équipement informatique

Des demandes d'équipement informatique ne peuvent être présentées si tous les élèves de la classe disposent normalement d'un ordinateur (p. ex. dans une classe d'informatique). Il est cependant possible de présenter une demande d'AAS de niveau 1 pour du matériel informatique, si cet équipement constitue la manière la plus efficace d'aider l'élève à concrétiser ses connaissances (si l'élève a des communications verbales non existantes ou très limitées, ou un handicap physique qui rend l'écriture exceptionnellement difficile, voire impossible).

e) Appareils pour la mobilité

Lorsqu'on achète un appareil pour la mobilité personnelle ou un appareil de soulèvement, on le fait normalement pour une élève ou un élève ayant un handicap physique ou un handicap de développement. L'évaluation figurant au dossier doit mentionner le handicap visé par l'appareil et le fait que l'appareil est nécessaire aux soins personnels de l'élève à l'école. Le prix de ce genre d'équipement peut varier; si l'on achète des versions plus coûteuses d'équipement, il faut expliquer pourquoi (p. ex. les problèmes de compatibilité avec les autres appareils déjà sur place, ou la facilité d'utilisation en fonction des aptitudes de l'élève). Une ergothérapeute ou un ergothérapeute est généralement la personne qualifiée qui évalue et recommande l'équipement. Dans certains cas, une note des parents indiquant que le même équipement est utilisé à la maison suffit, puisque la famille aura normalement une évaluation à ce sujet.

Les ascenseurs ne sont pas admissibles comme appareils de soulèvement et **ne sont pas approuvés** dans le cadre des demandes d'équipement d'AAS de niveau 1.

Les chaises montantes **ne sont pas admissibles et ne sont pas approuvées** dans le cadre du financement d'équipement d'AAS de niveau 1. Ces appareils constituent des solutions de rechange à la construction d'ascenseurs ou de rampes, et ils sont donc liés aux questions de l'aménagement pour accès facile. Ce ne sont pas des aides ou accessoires de soins personnels. Le conseil qui souhaite s'en procurer doit utiliser la subvention pour installations destinées aux élèves, le produit de la vente de locaux ou de biens, ou d'autres revenus liés aux immobilisations.

Les conseils sont invités à s'assurer que l'équipement est installé et en bon état de marche dès le premier jour de classe de l'élève. Selon la date de présentation de la demande, le conseil aura possiblement déjà acheté l'équipement et sera en mesure de présenter une facture. Il aura probablement entamé les démarches d'acquisition et aura en main une preuve du coût estimatif.

Si l'on doit effectuer une visite à l'école pendant l'année, l'équipement demandé doit être sur place en bon état de marche afin que l'élève ou l'enseignante ou l'enseignant soit capable de le faire fonctionner.

2. Une copie des factures ou la preuve du coût de l'équipement

Cette documentation devrait indiquer la preuve du coût de l'équipement. Une copie de la facture est requise. Dans l'attente de l'assignation d'un numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario (NISO), le ministère fournira pour chaque demande des numéros d'AAS.

Le numéro de l'élève (ou son nom et sa date de naissance, en l'absence de numéro) doit être rattaché à l'équipement, afin de permettre le suivi et le transfert de l'équipement dans l'éventualité où l'élève déménage dans un autre conseil. (L'Annexe D présente une copie du formulaire sur l'état d'équipement d'AAS, à utiliser à cette fin.)

Exemples de besoins admissibles

- Les élèves sourds ou malentendants qui ont besoin d'un système d'amplification MF pour participer à leur programme éducationnel.
- Les élèves à basse vision qui ont besoin d'un dispositif d'agrandissement des caractères comme par exemple VisualTek®, Opticon® ou un logiciel tel que WINVISION®.
- Les élèves évalués comme légalement aveugles, qui se servent du braille et qui ont besoin d'une imprimante en braille, d'un logiciel pour convertir le texte en braille et de matériel didactique imprimé en braille (globe tactile et visuel, calculatrice scientifique parlante APH ou règle tactile).
- Les élèves qui sont évalués par un professionnel qualifié comme incapables de communiquer verbalement en raison d'un handicap physique sévère ou sur le plan de la communication, et qui ont besoin d'un synthétiseur de parole pour utilisation à l'école. Un appareil pour la maison peut avoir été acheté dans le cadre du PAAF, mais n'étant pas transportable, il ne peut être régulièrement transporté entre l'école et la maison.
- Les élèves qui ont besoin d'un appareil ou accessoire fonctionnel pour se soulever, pour leurs soins personnels ou pour d'autres activités de la vie quotidienne à l'école, en raison d'un handicap physique ou de développement, ou d'un autre handicap.

PARTIE III – NIVEAUX 2 ET 3 DE L'AAS – LIGNES DIRECTRICES RELATIVES AUX DEMANDES EN 2000-2001

Renseignements généraux

En 1999-2000, le ministère a amélioré les critères d'admissibilité pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS dans le cadre d'un processus provincial de révision. Afin d'assurer une certaine stabilité aux conseils et aux élèves pendant ce processus de révision, les conseils ont reçu en 1999-2000 le même niveau de financement pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS qu'en 1998-1999.

Au cours du processus de révision, des équipes de vérification du ministère comprenant des spécialistes de l'enfance en difficulté se sont rendues dans tous les conseils au printemps 1999 pour s'assurer que les critères de l'AAS étaient bien compris et pouvaient être appliqués de façon juste et constante. Les données reçues ont été analysées au cours de l'été et de l'automne 1999. Le titre du document : *Révision de l'Allocation d'aide spécialisée (AAS)*, composante de la subvention de l'Éducation de l'enfance en difficulté : analyse des données fournies par les conseils scolaires, février 2000 a été distribué aux conseils scolaires.

L'analyse des demandes de l'AAS présentées par les conseils scolaires pour l'année scolaire 1999-2000 démontre qu'il y a une différence marquée du nombre d'élèves ayant des besoins élevés, du nombre total d'élèves, ainsi que la nature des anomalies. Cette constatation a souligné la nécessité pour le ministère de maintenir dans ses subventions, un facteur qui tiendrait compte des variations de l'incidence des élèves ayant des besoins élevés selon les conseils.

Les données ont également confirmé des différences importantes selon les conseils scolaires dans leur capacité de justifier leurs demandes de fonds additionnels. Un grand nombre de conseils affichent des taux de validation plus faibles en 1999-2000 qu'en 1998-1999. Cela corrobore la nécessité pour les conseils de participer à un processus de détermination de l'admissibilité au financement provenant de l'AAS en vue d'assurer une distribution équitable du financement entre les conseils scolaires pour les élèves ayant des besoins particuliers.

Les résultats de l'analyse ont également indiqué que certains conseils scolaires seraient en mesure de générer des fonds additionnels par le biais d'un autre cycle de demande d'AAS, en appliquant les critères d'admissibilité mis au point au cours de la révision en 1999-2000.

Après une étude attentive des données d'AAS soumises par les conseils scolaires et des autres observations présentées au ministère par les conseils scolaires, les parents et d'autres partenaires de l'éducation, le gouvernement a institué un plan visant à améliorer la qualité et la redevabilité dans l'éducation. Ce plan est présenté à l'Annexe J.

La subvention pour l'éducation de l'enfance en difficulté a été améliorée cette année afin de soutenir ces efforts. Les améliorations apportées au volet AAS de la subvention donneront aux conseils une souplesse accrue pour une planification et une prestation plus efficaces de leurs programmes et services d'enfance en difficulté.

Processus de soumissions et de vérification des demandes d'ASS en 2000-20001

QU'Y-A-T-IL DE NOUVEAU EN 2000-20001 PAR RAPPORT AUX CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES NIVEAUX 2 ET 3 DES DEMANDES D'AAS?

Tous les conseils scolaires doivent soumettre des demandes en indiquant le nombre d'élèves qui correspondent aux critères d'admissibilité de l'ASS de 2000-2001. Ces critères sont les mêmes que ceux de 1999-2000.

Le niveau spécifique d'aide intensive offert à un élève par une aide-enseignante ou un aide-enseignant, ou un professionnel ou para-professionnel ou une enseignante ou enseignant en enfance en difficulté est seulement un critère d'admissibilité pour accepter une demande d'ASS pour les élèves sourds, malentendants, aveugles, ayant une basse vision, ou ayant un handicap physique ou anomalies multiples (y compris les élèves sourds / aveugles).⁶ Dans ces cas, les profils particuliers décrivent un minimum d'aide spécialisée que les conseils doivent fournir.

Pour l'année 2000-2001, les élèves ayant des handicaps physiques sévères peuvent être admissibles pour l'AAS sans modification au curriculum, pourvu que ces élèves requièrent des modifications ou des aménagements ou de l'aide de soins auxiliaires pour plus de 50% de la journée.

QU'Y-A-T-IL DE NOUVEAU EN 2000-20001 DANS LE PROCESSUS DE VÉRIFICATION DES DEMANDES ET L'ALLOCATION DES FONDS RELATIFS À L'AAS?

Comme par le passé, des vérificatrices et vérificateurs du ministère se rendront dans les conseils scolaires en mars et avril 2000 afin d'établir le bien-fondé des demandes d'AAS de niveau 1, 2 et 3 des conseils.

Dans le cas des petits conseils scolaires, toutes les demandes peuvent être révisées. Le ministère pourra aussi choisir un échantillon de conseils scolaires où l'on vérifiera toutes les demandes (100%). Dans certains cas, l'échantillon des demandes choisies en vue d'une révision peut porter sur des sections de l'ensemble des demandes du conseil d'AAS.

Le révision portera généralement sur un échantillon important de demandes en vue d'assurer que les conseils sont évalués équitablement sans tenir compte de la grandeur du conseil ou du nombre de demandes.

Les équipes de vérification réviseront les demandes pour voir si elles sont compatibles avec le critères d'admissibilité de l'AAS décrits ci-dessus. Un *taux d'admissibilité validé* sera attribué à chaque conseil en fonction des résultats de la vérification.

⁶ Le niveau d'aide spécialisée n'est pas un critère d'admissibilité pour les demandes d'après le profil 1 (troubles du comportement), profil 3 (difficulté d'apprentissage ou troubles de la parole), profil 4 (autisme ou autre handicap de développement), et le profil 7 (anomalies d'ordre intellectuel ou de développement).

Processus de soumissions et de vérification des demandes d'AAS en 2000-2001

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU EN 2000-2001 DANS LE PROCESSUS DE VÉRIFICATION DES DEMANDES ET L'ALLOCATION DES FONDS RELATIFS À L'AAS?

Les conseils qui auront un nombre de demandes validées plus élevé en 2000-2001 qu'en 1998-1999 profiteront d'une augmentation de leurs fonds d'AAS selon leur *taux d'admissibilité validé pour l'AAS de niveau 2 et 3*.

Pour l'année scolaire 2000-2001, les conseils qui ont un nombre de demandes validées plus faible en 2000-2001 qu'en 1998-1999, recevront le même niveau de financement d'AAS alloué en 1999-2000. Cette mesure de transition sera en place pour une autre année afin de maintenir les services offerts aux élèves ayant des besoins particuliers. Les conseils scolaires devront à la lumière des données qui vont ressortir du processus de validation des demandes d'ASS, évaluer leurs programmes et services des élèves ayant des besoins particuliers. Les conseils scolaires devront travailler de très près avec les enfants et les parents afin de maintenir en place les services nécessaires tels que décrits dans le PEI.

Le ministère estime que les conseils généreront 40 millions de dollars de plus en 2000-2001 pour le financement provenant de l'AAS.

Une fois la vérification terminée, la confirmation du niveau de financement finalisé d'AAS sera communiquée aux conseils scolaires à temps pour leur budget de 2000-2001.

Explication détaillée des critères d'admissibilité

Critère n° 1 : Effectif de 1999-2000

Les demandes doivent être soumises que pour les élèves qui étaient inscrits au conseil au cours de l'année scolaire 1999-2000.

Cela comprend les élèves d'âge préscolaire inscrits au conseil en vertu de l'article 30 du Règlement 298.

Les conseils gardent le financement des élèves, même s'ils quittent le système (pour aller dans une autre province, ou dans un centre de soins ou de traitement) entre 1999-2000 et 2000-2001. Les conseils doivent quand même présenter une demande pour les élèves inscrits en 1999-2000 même s'ils prévoient que ces élèves ne seront pas de retour au conseil en 2000-2001.

En 2000-2001, les conseils pourront regrouper en une seule enveloppe toutes leurs ressources provenant de l'AGED et de l'AAS. On s'attend à ce que les conseils scolaires puissent gérer les nouvelles pressions exercées sur les services en place avec l'arrivée de nouveaux élèves au conseil et des changements au niveau des besoins des élèves. L'augmentation de 30 millions de dollars de l'AGED de 1999-2000 a été maintenue en 2000-2001 pour tenir compte de ces situations. Les conseils maintiennent également en 2000-2001 le financement provenant de l'AAS pour les élèves inscrits en 1999-2000 qui ne font plus partie du système.

Critère n° 2 : Liste des critères d'admissibilité préalables

Le deuxième critère d'admissibilité à l'AAS, c'est que les demandes doivent montrer que les sept critères indiqués dans la liste de contrôle s'appliquent à chaque élève qui en fait l'objet.

Liste des critères d'admissibilité préalables

Pour qu'une demande soit admissible à l'AAS, les élèves doivent répondre aux sept critères suivants :

- ☐ faire l'objet d'une évaluation indiquant une difficulté ou un trouble physique, comportemental, de communication, intellectuel ou d'apprentissage moyen à grave (AAS de niveau 2) ou grave à profond (AAS de niveau 3);
- ☐ avoir besoin d'une aide individualisée intensive, de supervision et d'orientation, l'élève étant incapable de travailler de façon autonome et d'effectuer les tâches requises;
- ☐ avoir besoin d'une aide individuelle importante pour profiter de l'enseignement ou assurer la santé et la sécurité de leur propre personne ou d'autrui;
- ☐ avoir besoin d'une intervention ou d'une protection individualisée pour assister aux cours, traiter l'information, communiquer ou surmonter les problèmes;
- ☐ avoir un PEI décrivant de façon détaillée les aménagements qui leur sont destinées ou les modifications apportées aux attentes du curriculum provincial;
- ☐ avoir besoin d'un programme individualisé particulier au niveau de soutien demandé à l'exception des demandes rattachées au profil 9;
- ☐ répondre à l'un des profils d'élèves que l'on retrouve à l'annexe B.

Critère n° 3 : Profils des élèves

Le troisième critère d'admissibilité à l'AAS, c'est que les demandes doivent répondre à l'un des profils figurant à l'Annexe B.

À noter que ces profils sont identiques aux profils de l'AAS en 1999-2000. Les profils d'élèves décrivent les divers programmes et services qui peuvent être offerts par un conseil dans le cadre du financement de l'éducation de l'enfance en difficulté.

Les profils n'ont pas été élaborés en fonction de dicter aux conseils scolaires l'allocation du financement.

Les conseils scolaires sont tenus d'offrir les programmes d'enseignement et les services nécessaires pour répondre aux besoins de tous les élèves en difficulté conformément au paragraphe 70 (1) 7 de la *Loi sur l'éducation*. Le plan d'enseignement individualisé (PEI) de l'élève décrit les programmes et services requis pour chaque élève.

Sommaire des exigences pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS (par profil)

Demande par profil	Type de soutien dont l'élève a besoin	Niveau 2 de l'AAS	Niveau 3 de l'AAS
Demandes fondées sur le profil 1	Aide individualisée	Nouveau! À noter... Aucun niveau minimum d'aide spécialisée est requis pour l'admissibilité	Nouveau! À noter... Aucun niveau minimum d'aide spécialisée est requis pour l'admissibilité
Troubles du comportement	Modification du curriculum	51 % - 80 % du curriculum provincial modifié	81 % - 100 % du curriculum provincial modifié
Demandes fondées sur le profil 2	Enseignante ou enseignant spécialiste pour élèves sourds, et autre aide individualisée selon la NPP 76C	25 % - 50 % de la journée de classe avec l'enseignante ou l'enseignant spécialiste pour élèves sourds	> 50 % de la journée de classe avec l'enseignante ou l'enseignant spécialiste pour élèves sourds
Élèves sourds ou malentendants	Modification du curriculum	sans objet	sans objet
Demandes fondées sur le profil 3	Aide individualisée	Nouveau! À noter... Aucun niveau minimum d'aide spécialisée est requis pour l'admissibilité	Nouveau! À noter... Aucun niveau minimum d'aide spécialisée est requis pour l'admissibilité
Difficultés d'apprentissage ou troubles de langage	Modification du curriculum	51 % - 80 % du curriculum provincial modifié	81 % - 100 % du curriculum provincial modifié
Demandes fondées sur le profil 4	Aide individualisée	Nouveau! À noter... Aucun niveau minimum d'aide spécialisée est requis pour l'admissibilité	Nouveau! À noter... Aucun niveau minimum d'aide spécialisée requis est pour l'admissibilité
Autisme ou autre handicap de développement	Modification du curriculum	51 % - 80 % du curriculum provincial modifié	81 % - 100 % du curriculum provincial modifié

Demande par profil	Type de soutien dont l'élève a besoin	Niveau 2 de l'AAS	Niveau 3 de l'AAS
Demandes fondées sur le profil 7	Aide individualisée	Nouveau! À noter... Aucun niveau minimum d'aide spécialisée est requis pour l'admissibilité	Nouveau! À noter... Aucun niveau minimum d'aide spécialisée est requis pour l'admissibilité
Anomalies d'ordre intellectuel ou de développement	Modification du curriculum	51 % - 80 % du curriculum provincial modifié	81 % - 100 % du curriculum provincial modifié
Demandes fondées sur le profil 8	Enseignante ou enseignant spécialiste pour élèves aveugles, et autre aide individualisée selon la NPP 76C	25 % - 50 % de la journée de classe avec l'enseignante ou l'enseignant spécialiste pour élèves aveugles	> 50 % de la journée de classe avec l'enseignante ou l'enseignant spécialiste pour élèves aveugles
Élèves aveugles ou à basse vision	Modification du curriculum	sans objet	sans objet
Demandes fondées sur le profil 9	Aide individualisée (soins personnels, aménagement)	A besoin d'aménagement ou d'appui de services auxiliaires pendant 51%-80% de la journée tel qu'indiqué au Profil 9	A besoin d'aménagement ou d'appui de services auxiliaires pendant 51%-80% de la journée tel qu'indiqué au Profil 9
Handicaps physiques ou troubles médicaux sévères	Modification du curriculum	Nouveau! À noter... Non requis pour l'admissibilité	Nouveau! À noter... Non requis pour l'admissibilité
Demandes fondées sur le profil 10	Aide individualisée	Aide spécialisée requise pendant 51 % - 80 % de la journée	Aide spécialisée requise pendant 81 % - 100 % de la journée
Anomalies multiples	Modification du curriculum	51 % - 80 % du curriculum provincial modifié	81 % - 100 % du curriculum provincial modifié

- Si le curriculum est **modifié**, le PEI établira les attentes éducationnelles qui sont modifiées par rapport à celles du curriculum de l'Ontario, ou qui constituent **d'autres attentes** (qui ne sont pas tirées du curriculum provincial). Par exemple, une élève en 8^e année peut travailler sur des attentes en mathématiques de 2^e année. Son programme se trouve modifié par rapport aux attentes du curriculum provincial en 8^e année. Pour une autre élève, d'autres attentes peuvent être ajoutées, par exemple touchant les soins personnels, le comportement et la vie sociale. Un grand nombre d'élèves faisant l'objet d'une demande au niveau 3 de l'AAS travailleront sur d'autres attentes et profiteront d'un curriculum totalement modifié.

- Les demandes d'AAS doivent être calculées au prorata pour les élèves qui fréquentent l'école à demi-temps (p. ex. maternelle et jardin d'enfants). Ces élèves doivent figurer comme 0,5 ETP sur le formulaire de demande d'AAS (voir Annexe E).
- **En ce qui concerne les demandes relatives au niveau 2 de l'AAS pour les élèves sourds, aveugles ou sourds / aveugles**, l'horaire de l'enseignante ou de l'enseignant spécialiste qualifié doit indiquer que l'élève recevra l'enseignement spécialisé de la part de l'enseignante ou de l'enseignant spécialiste qualifié pendant 25 % - 50 % de la journée de classe (p. ex. 1:1 pour 25 % de la journée; 4:1 pour toute la journée; ou 8:1 pour les élèves sourds ou malentendants d'âge préscolaire, tel que prévu par l'article 30 du Règlement 298).
- **En ce qui concerne les demandes au niveau 3 de l'AAS pour les élèves sourds, aveugles ou sourds / aveugles**, l'horaire de l'enseignante ou de l'enseignant spécialiste qualifié doit indiquer que l'élève recevra l'enseignement spécialisé de la part de l'enseignante ou de l'enseignant spécialiste pendant 51 % ou plus de la journée de classe (p. ex. 1:1 pour 51 % de la journée ou 2:1 pour toute la journée).

Documents à présenter pour les demandes pour les niveaux 2 et 3 de l'AAS

Niveaux 2 et 3 de l'AAS – Documentation pour les élèves sourds, aveugles ou sourds / aveugles	Niveaux 2 et 3 de l'AAS – Documentation pour les élèves ayant d'autres besoins élevés
En plus d'une copie cochée des critères d'admissibilité préalables et d'une correspondance avec l'un des profils d'élèves, la demande doit être accompagnée des documents suivants :	En plus d'une copie cochée des critères d'admissibilité préalables et d'une correspondance avec l'un des profils d'élèves, la demande doit être accompagnée des documents suivants :
1) un énoncé de la décision du CIPR, indiquant la description des points forts et des besoins de l'élève qui a été officiellement identifié par un CIPR comme élève en difficulté	1) un énoncé de la décision du CIPR, indiquant la description des points forts et des besoins de l'élève qui a été officiellement identifié par un CIPR comme élève en difficulté
2) les évaluations appropriées	2) les évaluations appropriées
3) un PEI pour l'année scolaire 1999-2000	3) un PEI pour l'année scolaire 1999-2000
4) un bulletin confirmant qu'un PEI a été préparé pour toutes les matières et cours pertinents	4) un bulletin confirmant qu'un PEI a été préparé pour toutes les matières et cours pertinents
5) une preuve du personnel qualifié selon la NPP 76C	5) un horaire de l'enseignante ou de l'enseignant ou de l'élève démontrant le niveau d'aide spécialisé offert pour les demandes pour les profils 9 (handicaps physiques) ou les profils 10 (anomalies multiples)
6) l'horaire de l'enseignante ou de l'enseignant spécialiste qualifié indiquant le temps prévu pour l'enseignement spécialisé.	

Exigences relatives à l'évaluation**Documentation d'évaluation pour les élèves sourds, aveugles ou sourds / aveugles**

Évaluations appropriées par des professionnels dûment qualifiés documentant la perte d'ouïe ou de vision de l'élève.

Documentation d'évaluation pour les élèves ayant d'autres besoins élevés

Évaluations appropriées par des professionnels dûment qualifiés documentant les besoins de l'élève (p. ex. soins de longue durée, communications, comportement) sont normalement obtenues lors de la planification du programme éducationnel de l'élève.

À noter :

- Les évaluations au dossier devraient être à jour. Ces évaluations sont normalement obtenues lors de la planification du programme éducationnel de l'élève. Ces évaluations ne devraient pas être obtenues seulement en vue de faire des demandes d'AAS. Les conseils doivent s'assurer d'obtenir un consentement en bonne et due forme avant d'effectuer les évaluations, conformément au sous-paragraphe (m) du paragraphe 11(1) du Règlement 298.
- Les évaluations éducationnelles examinées par le CIPR peuvent accompagner la documentation des conseils scolaires pour l'AAS. Les profils des élèves indiquent si une évaluation ou une supervision est requise par un spécialiste dûment qualifié. Ces évaluations doivent être mentionnées dans le PEI de l'élève, datées et récentes. Les évaluations confirmant un état permanent ne doivent être faites qu'une seule fois; les évaluations visant les élèves dont l'état change (p. ex. par suite d'un traumatisme crânien) doivent être faites plus souvent. Les évaluations du comportement doivent être à jour, à une ou deux années près. On peut aussi fournir les registres des suspensions ou d'autres documents pour ajouter à une évaluation plus ancienne.
- Pour les élèves sourds, aveugles ou sourds / aveugles, une demande relative d'AAS est présentée parce que l'élève a besoin d'une enseignante ou d'un enseignant spécialiste qualifié, d'instructions en braille, d'une aide en matière d'orientation et de mobilité, ou d'une autre forme d'aide fournie par une aide-enseignante ou un aide-enseignant ou d'autres personnels de soutien, selon la NPP 76C. Une évaluation doit donc confirmer les besoins. Elle doit avoir été fournie par une ou un audiologiste (pour les élèves sourds), par une ou un ophtalmologiste (pour les élèves aveugles), ou par les deux (pour les élèves sourds et aveugles). Cette évaluation peut également provenir de l'école provinciale.
- Pour les demandes rattachées aux autres profils, les vérificatrices et vérificateurs tiendront compte de toute évaluation objective de la description des besoins de l'élève (besoins psychologiques ou médicaux). Dans des cas exceptionnels, si le PEI semble traiter suffisamment des programmes et des services requis (p. ex. modification du curriculum), une évaluation confirmant le diagnostic d'un état permanent n'est peut-être pas nécessaire pour valider la demande.

Le plan d'enseignement individualisé (PEI)

Lorsqu'un conseil présente une demande d'AAS, une photocopie du PEI de l'élève en 1999-2000 **doit** accompagner la demande. Les vérificatrices et vérificateurs peuvent se baser sur le PEI pour confirmer les renseignements présentés dans les demandes d'AAS. Le PEI sert de document d'appui pour confirmer si les demandes répondent aux critères d'admissibilité de l'AAS. Les vérificatrices et vérificateurs peuvent réviser le PEI pour déterminer le niveau de modification du programme et évaluer la compatibilité de la demande avec les programmes, les services et l'aide décrits dans le PEI. D'autres renseignements sur le PEI sont présentés ci-après.

Depuis le 1^{er} septembre 1998, les conseils sont tenus par le Règlement 181/98 d'établir un PEI pour chaque élève en difficulté dans les 30 jours suivant son placement dans un programme d'enseignement à l'enfance en difficulté. Les éléments requis qui doivent figurer dans le PEI sont décrits dans ce règlement. Le PEI de chaque élève doit être mis à jour tous les ans en fonction des décisions de placement découlant de la révision faite par le CIPR, ou à mesure que les besoins de l'élève changent. Le PEI constitue le document de base qui décrit comment le conseil se propose de répondre aux besoins de l'élève.

Le 9 octobre 1998, le ministère a publié son *Guide – Plan d'enseignement individualisé (PEI)*. Rédigé avec l'aide et les commentaires d'enseignantes et d'enseignants d'enfance en difficulté, ce guide vise à aider les directrices et directeurs d'écoles et le personnel enseignant à mettre en œuvre les exigences du Règlement 181/98 relatives au PEI en plus de promouvoir un processus cohérent et encourager l'élaboration de PEI de haute qualité.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT LE PEI EN 2000-2001?

Au cours de cette année, le ministère élaborera et diffusera des normes pour le PEI. Plus tard, au cours de l'automne et de l'hiver 2000, le ministère procédera à une vérification au hasard des PEI en vue de s'assurer qu'ils décrivent clairement et de façon cohérente le programme de l'élève et que le programme décrit est effectivement dispensé à l'élève. Cette vérification au hasard ne servira pas à des fins de financement, mais elle permettra de s'assurer que les conseils soient redevables de la prestation des programmes et des services décrits dans le PEI.

Bulletin scolaire de l'Ontario

En vue de confirmer les demandes, le bulletin scolaire de l'Ontario peut être utilisé par les vérificatrices et vérificateurs pour confirmer le degré de modification du curriculum requis selon les critères de l'AAS. Voir les documents suivants : *Guide d'utilisation du bulletin scolaire de l'Ontario de la 1^{re} à la 8^e année (1998)* et *Guide d'utilisation du bulletin scolaire de l'Ontario de la 9^e à la 12^e année (1999)*.

Feuilles de travail pour l'aide spécialisée

En plus, le ministère demandera aux conseils scolaires de fournir des **renseignements supplémentaires pour les demandes** pour chaque élève faisant l'objet d'une demande au niveau 2 ou 3 de l'AAS.

Pour chaque élève faisant l'objet d'une demande, les conseils scolaires présenteront une **feuille de travail pour l'aide spécialisée**. Ces feuilles de travail sont décrites ci-après et figurent à l'Annexe C.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT LES FEUILLES DE TRAVAIL POUR L'AIDE SPÉCIALISÉE EN 2000-2001?

À noter que même s'il est requis que ces feuilles de travail soient remplies avec soin et présentées dans le cadre de la vérification, le niveau d'aide spécialisée calculé pour les feuilles de travail ne servira pas à déterminer l'admissibilité à l'AAS en 2000-2001.

Dans le cadre de chaque demande d'AAS, les conseils scolaires sont tenus de remplir avec précision une feuille de travail pour l'aide spécialisée qui décrit de façon détaillée le niveau d'aide offert aux élèves dans les placements intégrés, et les placements en classe distinctes ou de retrait partiel.

Les feuilles de travail pour l'aide spécialisée doivent être accompagnées d'un horaire, qui sera très utile pour le personnel du conseil dans le calcul de l'aide se rapportant à la feuille de travail pour chaque demande. Pour d'autres précisions sur les horaires, voir à la page 32.

Les feuilles de travail pour l'aide spécialisée ont été élaborées par le ministère à partir des recommandations de l'équipe de spécialistes. Elles constituent une méthode de calcul du niveau d'aide spécialisée fournie aux élèves ayant des besoins élevés dans divers placements éducationnels.

Quatre feuilles de travail pour l'aide spécialisée ont été préparées :

- une pour les classes intégrées ou les programmes de retrait partiel;
- une pour les classes distinctes;
- une pour les élèves sourds, aveugles ou sourds / aveugles dans les classes intégrées ou les programmes de retrait partiel;
- une pour les élèves sourds, aveugles ou sourds / aveugles dans les classes distinctes.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT LES FEUILLES DE TRAVAIL POUR L'AIDE SPÉCIALISÉE EN 2000-2001?

Dans le Manuel concernant l'Allocation d'aide spécialisée de 1998-1999, une seule feuille de travail pour l'aide spécialisée était présentée pour les demandes relatives aux élèves sourds ou malentendants et aux élèves aveugles ou à basse vision. Cette année, deux feuilles de travail pour l'aide spécialisée ont été préparées : une pour les élèves en classe intégrée ou dans un programme de retrait partiel, et une autre pour les élèves en classe distincte.

Les feuilles de travail pour l'aide spécialisée sont nécessaires pour permettre au ministère de réviser les niveaux de soutien en personnel offerts sur une base régulière aux élèves ayant des besoins élevés dans toute la province.

Les renseignements recueillis à partir des feuilles de travail pour l'aide spécialisée serviront à réviser et comparer les niveaux d'aide spécialisée du personnel offerts aux élèves ayant des besoins élevés dans toute la province, et à comparer les niveaux de service offerts aux élèves ayant des besoins semblables entre les conseils scolaires. Ces renseignements sont importants pour deux raisons :

- ils contribuent à l'évaluation de la structure des coûts à voir si la subvention du financement de l'éducation de l'enfance en difficulté est adéquate;
- ils sont utiles pour l'élaboration des normes pour le PEI et les normes de programmes pour différentes anomalies.

Calcul du soutien pour les aides-enseignantes et aides-enseignants et aux autres aides-en salle de classe

Le temps consacré par les aides-enseignantes et aides-enseignants, les aides du comportement, les travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes ainsi que les autres aides peut être inclu sur la feuille de travail si ces personnes passent du temps de contact direct de façon régulière avec les élèves. Le personnel calculé sur les feuilles de travail doit passer au moins 10 % des heures d'enseignement par semaine, avec l'élève, pour l'ensemble de l'année scolaire.

Les feuilles de travail ne doivent pas inclure le temps que l'élève a passé avec les personnes assurant un soutien professionnel (comme les psychologues ou les orthophonistes). Dans la plupart des cas, le soutien professionnel est fourni par le biais de consultations dans le cadre d'un nombre limité de séances avec l'élève, dont la fréquence varie au cours de l'année. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles, que ce soutien peut figurer sur les feuilles de travail si, le conseil peut documenter que le programme de l'élève comprend un degré important d'interactions régulières (dépassant en tout 10 % des heures d'enseignement par semaine) se poursuivant au cours de l'année scolaire.

Il est reconnu que le soutien professionnel est important pour tous les élèves en difficulté, incluant les élèves qui profitent d'une AAS. Si l'interaction en petits groupes fait partie du programme de l'élève, le temps que l'élève passe avec d'autres élèves peut aussi entrer dans le calcul du niveau de soutien demandé si la personne qui assure ce soutien est présente.

Calcul du temps des enseignantes et enseignants à l'enfance en difficulté

Le temps consacré par les enseignantes et enseignants d'enfance en difficulté peut aussi entrer dans le calcul de l'aide spécialisée pour les élèves dans une classe distincte ou en contexte de retrait partiel.

À noter que le temps de l'enseignante ou de l'enseignant titulaire ne peut pas compter comme aide spécialisée à moins qu'il s'agisse d'une enseignante ou d'un enseignant d'enfance en difficulté :

- dans une classe distincte
- ou en contexte de retrait partiel (classe ressource).

Le temps de l'enseignante ou de l'enseignant d'enfance en difficulté est calculé à raison de 2,5 fois la pondération d'une aide-enseignante ou d'un aide-enseignant.

Le temps de l'enseignante ou de l'enseignant dans une classe régulière n'est pas compté dans le ratio de l'aide spécialisée en contexte intégré, étant donné que le financement du salaire de l'enseignante ou de l'enseignant vient de la subvention de base, selon un ratio de 25:1 au palier élémentaire et de 22:1 au palier secondaire.

Préparation de la feuille de travail pour l'aide spécialisée

Une feuille de travail pour l'aide spécialisée doit être remplie pour chaque élève faisant l'objet d'une demande au niveau 2 ou 3 de l'AAS. Des instructions sont fournies pour faire les calculs sur les feuilles de travail (qui sont présentées à l'Annexe C).

Pour les feuilles de travail des demandes d'AAS pour maternelle et jardin d'enfants, veuillez compter ces élèves comme équivalent temps plein (1.0) pour des raisons de calcul. On doit soumettre les demandes pour maternelle et jardin d'enfants comme 0.5 ETP sur les feuilles de travail car le ministère offre le financement à ce niveau.

Exigences relatives à l'horaire

L'horaire doit faire partie des demandes pour 2000-2001. L'horaire complète les renseignements recueillis par le biais des feuilles de travail pour l'aide spécialisée et présente une image plus précise sur les soutiens fournis aux élèves dans toute la province.

Dans le cas des demandes fondées sur les profils 2 (élèves sourds ou malentendants) ou 8 (élèves aveugles ou à basse vision), l'horaire des enseignantes et enseignants spécialistes est requis. L'horaire doit démontrer que l'élève reçoit un enseignement spécialisé dispensé par une enseignante ou un enseignant spécialiste (pour 51 % de la journée) (p. ex., 1 :1 pendant 51% de la journée ou 2:1 toute la journée).

Dans le cas des demandes fondées sur d'autres profils, y compris les profils 9 (handicaps physiques) ou 10 (anomalies multiples), on peut utiliser l'horaire de l'élève ou celle du personnel, selon l'horaire qui démontre le mieux le niveau d'aide spécialisée offerte à l'élève.

À noter qu'à l'exception des demandes fondées sur les profils 2, 8, 9 ou 10, le niveau d'aide spécialisée accordée aux élèves n'est pas un critère déterminant de l'admissibilité aux niveaux 2 ou 3 de l'AAS.

L'horaire utilisé doit indiquer clairement la fréquence et la durée de l'aide individualisée offerte chaque jour.

Pour déterminer le pourcentage de la journée de l'élève, les vérificatrices et vérificateurs présumeront qu'une journée d'enseignement dure 300 minutes (pour l'école secondaire, on assume une moyenne de 300 minutes par jour).

PARTIE IV – LIGNES DIRECTRICES RELATIVES À LA PARTIE À INCIDENCE SPÉCIALE (PIS) EN 2000-2001

En 2000-2001, les conseils scolaires pourront faire demande à leur bureau de district pour la partie à incidence spéciale (PIS) au nom des élèves qui ont des besoins très exceptionnels en matière d'aide spécialisée (en rapport avec leur handicap) pour assurer leur propre sécurité et celle des autres personnes en salle de classe.

Si la demande est approuvée, le ministère accordera un montant additionnel, jusqu'à un maximum de 27 000 \$ par élève selon la formule suivante :

Niveau total d'aide

(établi par le biais de la formule des feuilles de travail sur l'aide spécialisée, au moment de la demande)

_____ - 2,0 x 27 000 \$ = _____
(ETP)

En 2000-2001, un élève qui répond aux critères de la PIS, en général, cet élève répondra aux critères de l'AAS de niveau 3 et aura besoin de plus de 2 personnes à temps plein pour l'aider en classe, au moment de la demande. Les niveaux d'aide spécialisée doivent être calculés selon la méthode présentée sur les feuilles de travail (Annexe C).

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU CONCERNANT LA PIS EN 2000-2001?

Les conseils pourront maintenant présenter des demandes pour des élèves qui ne correspondent pas aux profils actuels à l'AAS de niveau 3 mais qui ont besoin de plus de 2 personnes à temps plein pour les aider en salle de classe. Les conseils qui présentent des demandes pour des élèves qui ne répondent pas aux profils à l'AAS doivent avoir la documentation (tels que des horaires) de l'année scolaire précédente démontrant qu'au moins deux personnes à temps plein étaient présentes pour aider cet élève. Les niveaux d'aide spécialisée doivent être calculés selon la méthode présentée sur les feuilles de travail (Annexe C).

Critères d'admissibilité à la PIS

Les conseils scolaires peuvent demander une PIS (voir Annexe H) au nom des élèves qui répondent aux deux critères suivants :

1. l'élève présente un niveau total d'aide spécialisée de plus de 2,0 sur la feuille de travail, ce qui confirme que le conseil scolaire offre à cet élève un niveau d'aide très élevé;
- et
2. l'élève a besoin de ces ressources additionnelles en personnel pour sa propre sécurité ou celle des autres personnes de la classe. Cette aide additionnelle est généralement fournie par des aides-enseignantes et aides-enseignants ou des aides au niveau du comportement.

L'élève peut être inscrit dans une classe distincte ou intégré dans une classe régulière pour être admissible à la PIS.

Application de la formule

La PIS vise à financer les coûts additionnels pour un élève qui a déjà deux personnes à temps plein selon les règles présentées sur les feuilles de travail pour l'aide spécialisée (Annexe C).

Si le niveau total d'aide spécialisée dépasse 2,0 ETP, un montant calculé selon la formule suivante peut être accordé à l'élève admissible, jusqu'à concurrence d'un montant additionnel de 27 000 \$ par élève.

À noter que dans ce calcul, le conseil est tenu d'avoir deux personnes à temps plein **avant** que le financement additionnel lui soit accordé. La PIS vise à couvrir le coût de l'aide spécialisée dépassant 2.0 personnes, jusqu'à concurrence de 27 000 \$.

La PIS peut être répartie par tranches :

Exemple :

Si le niveau total d'aide spécialisée nécessaire pour assurer la sécurité de l'élève ou des autres personnes dans la salle de classe est de 2,5, la formule s'applique comme suit :

$2,5 - 2,0 \times 27\,000 \$ = 13\,500 \$ \text{ (financement disponible par le biais de la PIS)}$
--

Aux fins du calcul de la PIS, le personnel requis au-delà de la pondération 2,0 est fondé sur des prévisions. Le conseil scolaire n'est pas tenu d'avoir sur place des ressources dépassant 2,0 pour l'année scolaire 2000-2001.

En 2000-2001, la plupart des élèves reconnus admissibles à la PIS auront fait l'objet d'une demande d'AAS de niveau 3 en 1999-2000. Le financement des aides spécialisées relève de l'allocation du conseil pour l'éducation de l'enfance en difficulté et toutes autres sources de financement que le conseil estime appropriées.

Dès 2000-2001, les conseils pourront aussi présenter des demandes de PIS au nom des élèves qui ne faisaient pas l'objet d'une demande en 1999-2000 ou 2000-2001, mais qui répondent autrement aux critères de PIS pour plus de deux personnes à temps plein afin d'assurer la santé et la sécurité de l'élève. Afin d'être admissible, le conseil doit avoir eu sur place deux personnes à temps plein au cours de l'année scolaire 1999-2000.

Documents requis

Un formulaire de demande pour la PIS (voir Annexe H) doit être rempli et présenté au nom de l'élève.

Pour les élèves qui ont fait l'objet d'une demande d' AAS de niveau 3 en 1999-2000, les documents complétés au cours de la préparation d'une demande d' AAS (y compris les évaluations appropriées et l'horaire du personnel) doivent aussi être présentés à l'étude de cas.⁷

Pour les élèves qui n'ont pas fait l'objet d'une demande d' AAS en 1999-2000, les documents accumulés au cours de la préparation de la réunion du CIPR (y compris les évaluations requises et l'horaire du personnel) doivent être présentés à l'étude de cas.

Dans tous les cas, les documents suivants doivent être à jour pour l'année scolaire en cours :

- le PEI et l'identification des buts et des attentes d'apprentissage;
- un bulletin scolaire confirmant qu'un PEI a été préparé pour toutes les matières et les cours pertinents.

En plus, un plan de gestion de cas comportant les éléments suivants doit être préparé par le conseil scolaire et faire l'objet d'une révision :

- Description et évaluation à jour des problèmes de comportement donnant lieu à la demande (doit comprendre, s'il y a lieu, une description des risques pour la sécurité que l'élève peut présenter pour ses pairs et autres personnes en salle de classe)
- Plan de modification de comportement (sous la gérance d'une ou d'un psychologue ou d'une ou d'un psychiatre pour que le plan soit jugé acceptable)
- Description de la participation interministérielle au niveau du plan d'intervention de l'élève (p. ex. personne-ressource au centre de traitement pour enfants, achat de service et mise en œuvre des services pour l'élève financés par d'autres ministères, plans prévus en cas d'expulsion ou de suspensions multiples, plan de transition si l'élève est au palier secondaire) etc.
- Coûts prévus rattachés à la mise en œuvre du plan
- Horaire du personnel affecté à l'élève.

Date limite de présentation des demandes

Pour l'année scolaire 2000-2001, les conseils peuvent présenter une demande de PIS jusqu'au 1^{er} janvier 2001.

Processus d'approbation des demandes de PIS pour les élèves inscrits sur la liste des demandes d'AAS en 1999-2000

⁷ Pour de plus amples renseignements sur les documents requis relatifs à l'AAS, consulter les pages 21 à 29 du présent manuel.

Pour les demandes de PIS présentées au nom des élèves qui étaient inscrits sur la liste des demandes d'AAS en 1999-2000, les approbations seront accordées par le bureau de district du ministère de l'Éducation.

1. Les conseils scolaires doivent réunir tous les dossiers se rattachant à leurs demandes de PIS avant de communiquer avec le bureau de district du ministère. En plus du dossier original, les conseils doivent préparer une photocopie des documents concernant la demande de PIS.
2. Le personnel du bureau de district fixe une réunion de révision dans les deux ou trois semaines qui suivent les communications avec le conseil concernant les demandes de PIS. Si les téléconférences sont autorisées, les conseils doivent être informés qu'il n'y a pas de processus d'appel. Les responsables des conseils peuvent s'ils le désirent participer personnellement aux réunions de révisions.
3. Le conseil scolaire doit envoyer l'original de la demande de PIS au bureau de district du ministère par messagerie au moins 10 jours avant la réunion de révision. Le personnel du bureau de district doit envoyer un résumé des demandes de PIS à la Direction des politiques et des programmes et la Direction des finances.
4. Le personnel du bureau de district doit faire parvenir une copie par messagerie au personnel concerné de l'Édifice Mowat. Cette demande peut-être requise par la Direction des politiques et des programmes ou par la Direction des finances.
5. Après la réunion de révision, le bureau de district procédera à l'autorisation des demandes de PIS. Le personnel du bureau de district informe le conseil de sa décision dans les 30 jours qui suivent. Les conseils scolaires ont 30 jours pour faire appel aux demandes de PIS qui ont été refusées. Les appels se feront lors d'une étude de cas, en présence des représentants de la Direction des politiques et programmes et la direction des finances.
6. Une fois approuvée, le personnel de la Direction des paiements de transfert et des rapports financiers procéderont à faire les ajustements nécessaires touchant le niveau des subventions du conseil scolaire.

Processus d'approbation des demandes de PIS pour les élèves qui n'étaient pas inscrits sur la liste des demandes d'AAS en 1999-2000

En ce qui concerne les demandes de PIS présentées au nom des élèves qui n'étaient pas inscrits sur la liste des demandes d'AAS en 1999-2000, les approbations seront accordées par la Direction des politiques et des programmes.

En préparation pour l'étude de cas des demandes de PIS, les étapes suivantes doivent être respectées :

1. Avant de communiquer avec le bureau de district concernant la présentation d'une demande de PIS, les conseils scolaires doivent réunir tous les dossiers se rattachant à leurs demandes de PIS. En plus du dossier original, les conseils doivent préparer deux photocopies des documents concernant la demande de PIS pour l'étude de cas.
2. Le personnel du bureau de district fixe une réunion dans les deux ou trois semaines qui suivent les communications avec le conseil scolaire concernant les demandes de PIS. Si les téléconférences sont autorisées, les conseils doivent être informés qu'il n'y a pas de processus d'appel. Dans certaines circonstances, les responsables des conseils voudront peut-être participer aux études de cas.
3. Une représentante ou un représentant de la Direction des politiques et des programmes ou de la Direction du financement de l'éducation participera à la réunion par téléconférence.
4. Le conseil scolaire doit faire parvenir les deux copies de la demande de PIS au bureau de district par messagerie au moins 10 jours avant l'étude de cas.
5. Le personnel du bureau de district doit faire parvenir par messagerie une copie de la demande de PIS au personnel concerné de l'Édifice Mowat qui participera à la téléconférence.
6. Après l'étude de cas, la Direction des politiques et des programmes procède à l'approbation des demandes de PIS. Il n'y a pas de procédure d'appel en cas de refus d'une demande de PIS.
7. Le personnel du bureau de district informera le conseil scolaire de la décision du ministère dans les 30 jours qui suivent l'étude de cas.
8. Le personnel de la Direction des paiements de transfert et des rapports financiers fera les ajustements nécessaires au niveau des subventions du conseil scolaire. Les conseils scolaires doivent offrir les services et l'appui aux élèves en difficulté tel que décrit dans leurs PEI, indépendamment des résultats de la demande de PIS.

Annexe A

Le deuxième critère d'admissibilité à l'AAS, c'est que les demandes doivent démontrer que les sept critères énoncés dans la liste de contrôle s'appliquent à chaque élève visé par la demande.

Liste de contrôle des critères d'admissibilité préalables

Pour qu'une demande soit admissible à l'AAS, les élèves doivent répondre aux sept critères suivants :

- ☐ avoir une évaluation qui démontre une difficulté ou un trouble soit physique, comportemental, de communication, cognitif ou d'apprentissage, de moyen à grave (AAS de niveau 2) ou grave à profond (AAS de niveau 3);
- ☐ avoir besoin d'un soutien individualisé important, de supervision et d'orientation, l'élève étant incapable de travailler de façon autonome et d'effectuer les tâches requises;
- ☐ avoir besoin d'une aide individualisée importante pour profiter de l'enseignement ou assurer la santé et la sécurité de leur propre personne ou d'autrui;
- ☐ avoir besoin d'une intervention ou d'une protection individualisée pour assister aux cours, traiter l'information, communiquer ou surmonter les problèmes;
- ☐ avoir un PEI décrivant de façon détaillée les aménagements qui leur sont destinés ou les modifications apportées aux attentes du curriculum provincial;
- ☐ avoir besoin d'un programme individualisé particulier au niveau de soutien demandé (à l'exception des demandes rattachées au profil 9);
- ☐ correspondre à l'un des profils d'élèves.

Annexe B

Profils des élèves

Profils 1.X, 1.2, 1.3	Troubles du comportement
Profils 2.X, 2.2, 2.3	Élèves sourds ou malentendants
Profils 3.X, 3.2, 3.3	Difficultés d'apprentissage ou troubles de langage
Profils 4.X, 4.2, 4.3	Autisme ou autre handicap de développement
Profil 5.X	Troubles de la parole
Profil 6.X	Élèves doués
Profils 7.X, 7.2, 7.3	Anomalies d'ordre intellectuel ou de développement
Profils 8.X, 8.2, 8.3	Élèves aveugles ou à basse vision
Profils 9.X, 9.2, 9.3	Handicaps physiques ou troubles médicaux
Profils 10.X, 10.2, 10.3	Anomalies multiples

Les profils décrivent les besoins des élèves aux fins du financement et ne remplacent pas les catégories et définitions utilisées aux fins d'identification dans le cadre du processus du comité d'identification, de placement et de révision (CIPR).

Profils des élèves (1.X, 1.2, 1.3)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 2	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 3
<p>1.X – Élève évalué comme ayant un trouble du comportement ou un trouble émotionnel.</p>	<p>1.2 – Élève évalué comme ayant de graves problèmes de comportement et de contrôle des impulsions, qui exige une surveillance presque constante dans certaines circonstances afin d'assurer sa sécurité et celle des autres. L'élève peut avoir des comportements constituant un danger de mort s'il est laissé sans surveillance.</p>	<p>1.3 – Élève évalué comme ayant des difficultés graves de comportement, qui exige une surveillance constante dans toutes les situations à l'école afin d'assurer sa sécurité et celle des autres. L'élève a des comportements constituant un danger de mort s'il est laissé sans surveillance.</p>
<p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tendance à afficher des comportements compulsifs ou impulsifs qui ont un effet néfaste sur l'apprentissage - problèmes sur le plan des relations interpersonnelles et faible estime de soi - mauvais rendement scolaire dû en grande partie au comportement - peurs et angoisses - comportement souvent inadapté à la situation - infractions fréquentes aux normes sociales et culturelles qui devraient être normalement acquises d'après le niveau d'âge - <i>réurrence assez fréquente de certaines des caractéristiques ci-dessus durant une période donnée, nécessitant des programmes et services à l'enfance en difficulté</i> 	<p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comportements compulsifs et/ou impulsifs qui ont un effet néfaste sur l'apprentissage - incapacité à établir ou à entretenir des relations interpersonnelles - incapacité à apprendre qui n'est pas due à des facteurs d'ordre intellectuel, sensoriel ou de santé - peurs et angoisses excessives - infractions régulières aux normes sociales et culturelles qui devraient normalement être acquises d'après le niveau d'âge - comportements très souvent inadaptés à la situation - <i>réurrence fréquente et régulière de la plupart ou de l'ensemble des caractéristiques ci-dessus, nécessitant une éducation spécialisée en enfance en difficulté</i> 	<p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réactions compulsives et/ou impulsives graves qui ont un effet néfaste sur le milieu d'apprentissage - incapacité à établir ou à entretenir des relations interpersonnelles - estime de soi très faible - incapacité à apprendre qui n'est pas due à des facteurs d'ordre intellectuel, sensoriel ou de santé - colères, peurs et angoisses excessives - infractions répétées aux normes sociales et culturelles qui devraient normalement être acquises d'après le niveau d'âge - comportements très souvent inadaptés à la situation - <i>réurrence fréquente et régulière de l'ensemble des caractéristiques ci-dessus, nécessitant une surveillance constante par du personnel spécialisé</i>
<p>Aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aménagements du milieu d'apprentissage ou modifications à plus de 50 % du programme de l'élève - aide d'un ou d'une spécialiste du comportement (travailleur(se) auprès des enfants et des jeunes, travailleur(se) social(e), psychologue, thérapeute du comportement) 	<p>Aide spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 51 à 80 % du programme éducationnel de l'élève est modifié pour satisfaire ses besoins - aménagements du milieu d'apprentissage essentiels pour pouvoir suivre l'ensemble du curriculum - surveillance constante dans certaines situations afin d'assurer la sécurité de l'élève et des autres - gamme d'appui d'aides spécialisées du comportement (psychologue, travailleur(se) social(e)) - évaluation et, au besoin, surveillance/aide clinique par un professionnel qualifié 	<p>Aide spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 81 à 100 % du programme éducationnel de l'élève est modifié - aménagements du milieu d'apprentissage essentiels pour suivre le curriculum - surveillance constante dans tous les critères afin d'assurer un milieu d'apprentissage sécuritaire - aide de spécialistes ou de thérapeutes nécessaire - évaluation et, au besoin, surveillance/aide clinique par des professionnels qualifiés

Commentaires : Les demandes d'AAS de niveau 2 ou 3 doivent démontrer que les élèves manifestent des réactions comportementales, sociales ou émotionnelles inappropriées dont la fréquence, l'intensité et la durée sont telles qu'elles nuisent au rendement scolaire de l'élève ou à l'apprentissage d'autres élèves. Ces réactions sont observées dans plus d'une situation.

L'AAS de niveau 3 reflète les besoins de soutien et de surveillance individuelle nécessaire pour répondre aux problèmes de comportement récurrents. C'est ce qui distingue les élèves faisant l'objet d'une demande d'AAS de niveau 3 par rapport aux élèves faisant l'objet d'une demande d'AAS de niveau 2, qui présentent ces comportements, mais pas nécessairement dans toutes les situations.

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir des services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profils des élèves (2.X, 2.2, 2.3)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 2	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 3
<p>2.X – Élève qui a une perte auditive bilatérale (légère ou moyenne en général) et qui a besoin de matériel tel que des appareils d'amplification.</p> <p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - troubles de la parole ou de la communication <p>Aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - programme d'aide pour le quart ou moins de la journée (25 %) - quelques modifications au programme et aide au niveau du langage et de l'enseignement, qui peut être fournie par un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux sourds <p><i>Remarque :</i> De nombreux élèves malentendants ou sourds peuvent suivre le curriculum de l'école et participer aux programmes et aux classes ordinaires, sur le plan scolaire et social, si on apporte des modifications minimales ou modérées et de l'aide pédagogique financées par l'AGED.</p>	<p>2.2 – Élève sourd ou malentendant qui a une perte auditive bilatérale importante de nature neurosensorielle (modérée ou grave en général) et qui a besoin d'appareils d'amplification ou d'aides spécialisées pour la communication</p> <p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - retards importants sur le plan du langage écrit ou parlé - problèmes continus de la parole ou du langage - perte auditive, moyenne ou profonde <p>Aide spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aide pédagogique directe d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux sourds, pour plus du quart (+25 %) de la journée de classe - aide supplémentaire pouvant comprendre un(e) interprète, un service de prise de notes, ou un(e) aide-enseignant(e) qui facilite l'intégration <p><i>Remarque :</i> Tous les enfants d'âge préscolaire, sans égard au degré de la perte auditive, reçoivent une AAS de niveau 2 calculée de façon proportionnelle.</p> <p>Les enfants d'âge préscolaire qui sont inscrits à un programme scolaire peuvent être admissibles à une AAS de niveau 2 ou 3.</p>	<p>2.3 – Élève sourd ou malentendant qui a une perte auditive bilatérale importante de nature neurosensorielle (modérée ou grave en général) et qui a besoin d'appareils d'amplification ou d'aides spécialisées pour la communication.</p> <p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - incapacité de l'élève à suivre le curriculum sans intervention majeure ou importante d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux sourds - aménagements importants adaptés aux habiletés linguistiques de l'élève <p>Aide spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aide pédagogique directe d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux sourds, pour plus de la moitié (50 %+) de la journée de classe - recours à une gamme d'aides spécialisées pour pouvoir suivre le programme (interprète, service de prise de notes, aide-enseignant(e))

Commentaires : Il est probable que tous les élèves sourds ou malentendants qui suivent les programmes d'un conseil scolaire auront besoin d'appareils auditifs et d'amplification dont il faudra constamment assurer la qualité du fonctionnement.

D'autres difficultés ou la nature des activités d'apprentissage et du placement en classe peuvent nécessiter des aides supplémentaires, tels que des interprètes, un service de prise de notes et des aides-enseignants. Ainsi, les heures d'aide directe peuvent être supérieures à celles requises par un(e) enseignant(e) spécialiste pour élèves sourds.

Les élèves sourds ou malentendants qui répondent aux critères d'une AAS de niveau 2 ou 3 ont besoin des connaissances et de l'expérience d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux sourds. Les élèves qui répondent aux critères d'une AAS de niveau 1 auraient grand avantage à recevoir les services d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux sourds, mais pourront aussi être desservis par des enseignants spécialistes de l'enfance en difficulté qui ont reçu une formation dans le domaine du langage et de la communication des élèves sourds et malentendants.

Le niveau de l'aide spécialisée n'est pas fonction de la méthode ni des principes d'intervention (utilisation du langage LSQ pour l'enseignement, approche orale, thérapie auditive verbale, communication globale, interprète oral ou gestuel).

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profils des élèves (3.X, 3.2, 3.3)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts

3.X – Élève qui a des difficultés d'apprentissage légères ou moyennes et dont le rendement scolaire a toujours été faible, notamment en lecture et en écriture.

Caractéristiques :

- écart important entre le rendement scolaire et des aptitudes intellectuelles moyennes ou supérieures à la moyenne
- difficulté considérable à se concentrer et à effectuer des tâches scolaires
- faiblesse sur le plan de l'organisation et de la gestion du temps, nécessitant des rappels fréquents, de la surveillance et de l'aide
- problèmes d'apprentissage et de traitement de l'information, notamment de nature langagière

Aide :

- modification du programme
- aménagement requis
- gamme de programmes d'aide spécialisée fournis pour la moitié ou moins de la journée (50 %) (enseignant(e) à l'enfance en difficulté, aide-enseignant(e), travailleur(se) auprès des enfants et des jeunes, orthophoniste, travailleur(se) social(e))

Remarque : Les élèves ayant des difficultés d'apprentissage et bénéficiant de programmes financés par l'AGED n'auront vraisemblablement pas d'autres difficultés comme un trouble déficitaire de l'attention ou une hyperactivité avec déficit de l'attention (HDA).

Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 2

3.2 – Élève chez qui on a diagnostiqué des difficultés d'apprentissage graves ou une autre difficulté se manifestant avec un écart sérieux entre les aptitudes intellectuelles et le rendement scolaire. L'élève a toujours éprouvé de graves difficultés d'apprentissage en lecture et en écriture.

Caractéristiques :

- beaucoup de mal à satisfaire aux exigences de l'école en matière d'écoute et d'apprentissage; perte d'attention et de concentration, surtout si les tâches sont longues
- problèmes possibles de la parole et de l'élocution
- importants problèmes d'apprentissage et de traitement de l'information, notamment de nature langagière
- manque d'organisation ou incapacité à exécuter des tâches sans une étroite supervision
- incapacité à réfléchir avant d'agir, à attendre son tour; besoin de gratification immédiate
- tendance à l'agitation ou à l'isolement, à la frustration et aux brusques changements d'humeur

Aide spécialisée :

- soutien pédagogique par un(e) enseignant(e) à l'enfance en difficulté dans les domaines du langage pour remédier aux difficultés de l'élève en lecture et écriture
- possibilité d'une gamme de programmes d'aide spécialisée (aide-enseignant(e), travailleur(se) auprès des enfants et des jeunes, psychologue, orthophoniste, travailleur(se) social(e), thérapeute du comportement)
- réorientation et surveillance fréquentes, gestion du comportement, programme d'éducation de l'enfance en difficulté ou counselling
- évaluation par un professionnel qualifié justifiant un écart important entre le rendement scolaire et des aptitudes intellectuelles moyennes ou supérieures à la moyenne et un trouble déficitaire de l'attention
- nécessité de modifier le curriculum dans une proportion de 51 à 80 %

Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 3

3.3 – Élève chez qui on a diagnostiqué des difficultés d'apprentissage graves ou une autre difficulté, et qui est incapable d'apprendre sans une aide spécialisée.

Caractéristiques :

- incapacité à satisfaire aux exigences de l'école en matière d'écoute et d'apprentissage
- problèmes possibles de la parole et de l'élocution
- grande difficulté à se concentrer sur une tâche qui exige des habiletés d'organisation et de classement, difficulté à suivre des instructions, à entreprendre et à terminer les tâches assignées
- très importants problèmes d'apprentissage et de traitement de l'information, notamment de nature langagière
- difficulté à se maîtriser et besoin de gratification immédiate qui conduisent l'élève à adopter des comportements excessifs ou dangereux
- agitation excessive ou isolement et frustration, brusques changements d'humeur et réactions excessives fréquentes aux stimuli externes
- possibilité d'échecs fréquents, de rejet et d'isolement social en raison de difficultés qui régissent et inhibent le comportement
- nécessité d'adopter des stratégies d'aide spécialisée en classe et à la maison

Aide spécialisée :

- gamme de programmes d'aide spécialisée fournis en raison d'un besoin d'interventions et d'aménagements multiples
- intervention et aide directes requises pour l'ensemble du programme
- 81 à 100 % du programme modifié
- évaluation par un professionnel qualifié justifiant un écart important entre le rendement scolaire et des aptitudes intellectuelles moyennes ou supérieures à la moyenne et une hyperactivité avec déficit de l'attention

Commentaires :

La plupart des élèves qui ont des difficultés d'apprentissage ne répondront pas aux critères de ce profil à moins d'avoir d'autres anomalies ou critères aggravants. Les conseils scolaires doivent en tenir compte lorsqu'ils présentent des demandes dans le cadre de ce profil.

Les élèves ayant un trouble de la parole en plus de difficultés d'apprentissage ne répondent peut-être pas aux critères de ce profil. Les conseils scolaires doivent en tenir compte lorsqu'ils présentent des demandes dans le cadre de ce profil. Dans les deux niveaux d'AAS, on distingue les élèves qui ont de graves difficultés d'apprentissage du profil type des élèves en difficulté d'apprentissage.

À noter que pour satisfaire aux critères des AAS de niveau 2 ou 3, la demande doit démontrer que l'élève a reçu d'un professionnel qualifié (par exemple, un psychologue) un diagnostic de problème grave d'apprentissage et de caractéristiques du trouble déficitaire de l'attention ou de l'hyperactivité avec déficit de l'attention. Une évaluation confirmant les caractéristiques clés est requise à l'appui.

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profils des élèves (4.X, 4.2, 4.3)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts	Besoins à incidence faible et à coûts élevés	Besoins à incidence faible et à coûts élevé
4.X – Élève qui présente des symptômes d'autisme ou d'un autre trouble profond de développement	AAS de niveau 2	AAS de niveau 3
<p>4.X – Élève qui présente des symptômes d'autisme ou d'un autre trouble profond de développement.</p>	<p>4.2 – Élève évalué comme étant atteint d'autisme ou ayant un autre trouble profond de développement, ainsi que des problèmes connexes de socialisation ou de comportement.</p>	<p>4.3 – Élève évalué comme étant atteint d'autisme ou ayant un autre trouble très profond de développement, ainsi que des problèmes connexes de socialisation, de comportement ou de contrôle des impulsions.</p>
<p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - difficulté de communication verbale et non verbale et de socialisation - difficulté à s'adapter à une routine et à faire des transitions 	<p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - difficulté importante sur le plan de la communication et de la socialisation - grave difficulté à avoir des relations avec les autres et à s'adapter à l'environnement 	<p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - incapacité à socialiser ou à communiquer avec les autres, ou à réagir - très grave difficulté d'adaptation à son environnement, notamment aux changements ou aux nouvelles exigences - incapacité à suivre le curriculum ou à bénéficier de l'enseignement
<p>Aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aide pour se concentrer et maintenir son attention, ainsi que pour faire des transitions - gamme de programmes spécialisés de soutien en vue de développer les habiletés de communication et de bénéficier du curriculum - programme spécialement conçu pour moins de la moitié de la journée de classe (50 %) 	<p>Aide spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation par un professionnel qualifié comportant une description précise du handicap et des preuves à l'appui - réorientation, conseils et aide pédagogique fréquents nécessaires pour bénéficier du programme éducationnel - aide en vue d'assurer la sécurité de l'élève et des autres - programme spécialement conçu de 51 à 80 % de la journée de classe - nécessité de développer les points forts de l'élève et de satisfaire à ses besoins 	<p>Aide spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation par un professionnel qualifié, comportant une description précise du handicap et des preuves à l'appui - réorientations, conseils et soutien pédagogique presque constants pour bénéficier du programme éducationnel - surveillance étroite nécessaire pour assurer la sécurité de l'élève et des autres - programme éducationnel presque entièrement conçu pour développer les points forts de l'élève et satisfaire à ses besoins

Commentaires :

En règle générale, les demandes qui correspondent à ce profil doivent démontrer qu'il s'agit d'élèves atteints d'un trouble profond de développement ou d'autisme, ou d'un trouble apparenté. Pour les demandes d' AAS de niveau 2 ou 3, le bulletin doit démontrer la particularité et les modifications du programme éducationnel selon le degré requis pour une AAS de niveau 2 ou 3.

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profil des élèves (5.X)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 2	Besoins à incidence faible et à coûts élevé AAS de niveau 3
5.X – Élève évalué comme ayant un trouble de la parole ou du langage nécessitant les services directs ou indirects d'un(e) orthophoniste ou d'un(e) enseignant(e) du langage.	s/o	s/o
Caractéristiques : <ul style="list-style-type: none">- difficultés de communication verbale		
Aide : <ul style="list-style-type: none">- thérapie assurée par un professionnel qualifié- intervention d'un(e) enseignant(e) du langage- services fournis par du personnel de soutien ayant reçu une formation et supervisés par un professionnel qualifié- intervention journalière, hebdomadaire ou moins fréquente selon le plan de traitement		

Commentaires :

Les demandes concernant les élèves qui ont seulement un trouble de la parole ou du langage et qui répondent aux critères de ce profil ne satisfont pas aux critères d'admissibilité de l'AAS.

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir compter sur les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profil des élèves (6.X)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 2	Besoins à incidence faible et à coûts élevé AAS de niveau 3
6.X - Élève évalué comme étant doué.	S/O	S/O
Caractéristiques : <ul style="list-style-type: none"> - niveau intellectuel supérieur sur le plan général et/ou spécifique, évalué par différents moyens pouvant inclure des tests psychologiques, une évaluation du rendement scolaire et les observations des parents et des enseignants 		
Aide : <ul style="list-style-type: none"> - programme différencié et expériences d'apprentissage dépassant celles du programme ordinaire - programme d'enrichissement en classe régulière, classe distincte, classe ressource ou activités spéciales au niveau indiqué dans le PEI 		

Commentaires :

Les élèves doués qui répondent à ce profil et ne présentent pas un autre trouble ou handicap ne satisfont pas aux critères d'admissibilité de l'AAS.

Si la douance constitue une anomalie additionnelle, l'ensemble des services requis peut servir à déterminer l'importance de l'aide accordée. Ex. : douance avec difficulté d'apprentissage.

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profils des élèves (7.X, 7.2, 7.3)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts

7.X – Élève présentant une déficience intellectuelle légère, qui peut accuser des retards au niveau de l'acquisition des habiletés de la vie quotidienne, ce qui nécessite la modification du curriculum pour que l'élève satisfasse à quelques attentes du programme ordinaire.

Caractéristiques :

- difficultés d'apprentissage et de compréhension de nouveaux concepts, et d'intégration de la plupart des habiletés de base
- difficultés liées au langage expressif et réceptif
- potentiel d'apprentissages scolaire, d'adaptation au milieu social et d'autonomie financière
- capacité à satisfaire à certaines attentes du curriculum avec de l'aide

Aide :

- nécessité de modifier le programme
- aménagements au milieu d'apprentissage
- gamme de programmes et d'aide professionnelle spécialisée, jusqu'à 50 % de la journée

Besoins à incidence faible et à coûts élevés

AAS de niveau 2

7.2 – Élève présentant une déficience intellectuelle moyenne, qui accuse des retards au niveau de l'acquisition des habiletés de la vie quotidienne, ce qui nécessite un programme axé sur l'adaptation sociale de l'élève, la vie autonome et l'indépendance financière, en plus de l'acquisition d'aptitudes scolaires.

Caractéristiques :

- difficulté de contrôle des impulsions
- moyens de communication limités
- difficultés se rapportant à certains aspects de la vie autonome
- incapacité à satisfaire à de nombreuses attentes du curriculum, quel que soit le niveau
- certaines difficultés sur le plan de la socialisation

Aide spécialisée :

- évaluation par un professionnel qualifié, comportant une description précise de la déficience et des preuves à l'appui
- programme d'aide spécialisée et enseignement par un(e) enseignant(e) à l'enfance en difficulté
- programme conçu et offert par un(e) enseignant(e) à l'enfance en difficulté
- besoin de réorientations, de conseils et d'aide pédagogique fréquents pour bénéficier du programme éducationnel (par ex., aide-enseignant(e), travailleur(se) auprès des enfants et des jeunes, orthophoniste, enseignant(e) à l'enfance en difficulté)
- programme axé sur l'autonomie fonctionnelle
- programme spécialement conçu, de 51 à 80 % de la journée de classe

Besoins à incidence faible et à coûts élevés

AAS de niveau 3

7.3 – Élève présentant une déficience intellectuelle grave, qui accuse des retards au niveau de l'acquisition des habiletés de la vie quotidienne, ce qui nécessite un programme axé sur l'adaptation sociale de l'élève et la vie autonome, en plus de l'acquisition d'aptitudes scolaires.

Caractéristiques :

- grande difficulté de contrôle des impulsions et de gestion du comportement
- moyens de communication très limités (habituellement non verbaux)
- très grandes difficultés au niveau de la socialisation et de l'acquisition des habiletés essentielles à la vie autonome
- incapacité à répondre à la plupart des attentes provinciales du curriculum, quel que soit le niveau
- travail uniquement axé sur les buts et les attentes du PEI
- besoins multiples complexes
- capacité limitée d'apprentissage scolaire, de socialisation et d'autonomie financière

Aide spécialisée :

- évaluation par un professionnel qualifié, comportant une description précise de la déficience et des preuves à l'appui
- aide spécialisée par du personnel hautement compétent, y compris un(e) enseignant(e) à l'enfance en difficulté
- besoin de réorientations, de conseils et d'un soutien pédagogique presque constants pour bénéficier d'un programme éducationnel
- programme éducationnel presque entièrement conçu spécialement pour l'élève
- programme axé sur les habiletés de communication et de la vie quotidienne
- aide spécialisée requise autant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'école
- programme spécialement conçu, de 81 à 100 % de la journée de classe

Commentaires :

Pour les demandes d'AAS de niveau 2 ou 3, le bulletin scolaire doit démontrer la particularité et les modifications du programme éducationnel selon le degré requis par une AAS de niveau 2 ou 3.

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profils des élèves (8.X, 8.2, 8.3)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts

8.X – Élève évalué comme ayant une basse vision ou comme étant aveugle mais ne se servant pas du braille.

Caractéristiques :

- capacité à suivre le curriculum sans l'intervention d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux aveugles

Aide :

- aide requise jusqu'à 25 % du programme
- quelques modifications au programme

Remarque : De nombreux élèves qui ont une basse vision et certains élèves aveugles peuvent suivre le curriculum et participer aux programmes et aux classes régulières sur le plan scolaire et social si des modifications minimales sont faites au programme et qu'on leur fournit du matériel de soutien tel que des dispositifs d'agrandissement des caractères et autre matériel.

Besoins à incidence faible et à coûts élevés

AAS de niveau 2

8.2 – Élève évalué comme étant légalement aveugle, qui se sert du braille ou apprend à l'utiliser.

Caractéristiques :

- incapacité à suivre le curriculum sans l'intervention d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux aveugles

Aide spécialisée :

- besoin des services d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement du braille pour 25 à 50 % de la journée de classe afin de conserver et d'accroître les aptitudes d'utilisation du braille
- aide supplémentaire en classe régulière ou pour l'enfance en difficulté pouvant comprendre un(e) aide pour la transcription, un(e) spécialiste de l'écriture braille, un(e) spécialiste en orientation et en mobilité ou un(e) aide-enseignant(e)

Besoins à incidence faible et à coûts élevés

AAS de niveau 3

8.3 – Élève évalué comme étant légalement aveugle et pour qui on a déterminé que le braille pourrait être utile.

Caractéristiques :

- incapacité à suivre le curriculum sans l'intervention d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement aux aveugles

Aide spécialisée :

- besoin des services d'un(e) enseignant(e) spécialiste pour l'enseignement du braille pour plus de la moitié de la journée afin d'acquérir des aptitudes d'utilisation du braille
- aide supplémentaire en classe régulière ou pour l'enfance en difficulté pouvant comprendre un(e) aide pour la transcription, un(e) spécialiste de l'écriture braille, un(e) spécialiste en orientation et en mobilité ou un(e) aide-enseignant(e)

Commentaires :

Il est possible de cumuler les services d'enseignants spécialistes du braille, de spécialistes en orientation et en mobilité, d'aide-enseignants (de même que ceux d'autre personnel de soutien) afin de déterminer si le seuil d'admissibilité de 51 % au niveau 3 de l'AAS est satisfait.

Il serait inhabituel pour un conseil scolaire de présenter pour tous ses élèves aveugles des demandes d'AAS de niveau 2 ou 3. Il est plus réaliste de supposer que des demandes seront présentées concernant une AAS de niveau 2, et d'autres demandes concernant une AAS de niveau 3, selon la gravité des besoins.

Il est probable que les utilisateurs du braille auront besoin d'équipement (agrandisseurs, logiciel et ordinateur à commande vocale) dont il faudra assurer l'entretien, de même que du matériel (par exemple, du papier pour le braille).

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profils des élèves (9.X, 9.2, 9.3)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 2	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 3
<p>9.X – Élève ayant un handicap physique ou des troubles médicaux permanents ou de longue durée confirmés par un médecin agréé.</p> <p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - capacité de satisfaire à la plupart ou à toutes les attentes du curriculum - certains aménagements physiques ou appareils et accessoires fonctionnels parfois nécessaires pour bénéficier de l'enseignement <p><i>Remarque :</i> De nombreux élèves ayant un handicap physique peuvent suivre le curriculum et participer aux programmes et aux classes régulières sur le plan scolaire et social si des aménagements minimes ou moyennement importants sont financés par l'AGED ou l'AAS de niveau 1 (équipement) sont faits.</p>	<p>9.2 – Élève ayant des besoins permanents sur le plan de la santé, y compris l'élève évalué comme étant médicalement fragile, qui a besoin d'une aide intermittente pour changer de position, pour des soins de succion ou de drainage, pour changer de vêtements ou d'autres formes d'aide dispensées par un(e) employé(e) du conseil scolaire.</p> <p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - élève ayant des besoins permanents sur le plan de la santé et nécessitant beaucoup d'aide pour accomplir les activités de la vie quotidienne ainsi qu'une intervention médicale continue <p>Aide spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation par un médecin agréé comportant une description précise du handicap et des preuves à l'appui - modifications et/ou aménagements de 51 à 80 % de la journée de classe pour pouvoir suivre le curriculum 	<p>9.3 – Élève ayant des besoins permanents sur le plan de la santé, y compris l'élève évalué comme étant médicalement fragile, qui a besoin d'une aide fréquente, intermittente ou constante pour changer de position, pour des soins de succion ou de drainage, pour changer de vêtements ou d'autres formes d'aide dispensées par un(e) employé(e) du conseil scolaire.</p> <p>Caractéristiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - élève ayant des besoins permanents sur le plan de la santé et nécessitant une aide importante pour accomplir les activités de la vie quotidienne ainsi qu'une intervention médicale continue <p>Aide spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation par un médecin agréé comportant une description précise du handicap et des preuves à l'appui - modifications et/ou aménagements et/ou soins d'un(e) auxiliaire de 81 à 100 % de la journée de classe pour pouvoir suivre le curriculum

Commentaires : Certains élèves qui ont des besoins permanents sur le plan de la santé n'ont pas besoin que l'on modifie le curriculum de l'Ontario. Cependant, il faut réaménager de façon importante le milieu d'apprentissage pour qu'ils puissent suivre le curriculum. Des demandes peuvent être présentées concernant une AAS de niveau 2 ou 3 si les élèves démontrent le degré requis de besoin d'aide spécialisée.

Ces élèves ont généralement besoin d'équipement personnalisé (AAS de niveau 1).

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

Profils des élèves (10.X, 10.2, 10.3)

Besoins à incidence élevée et à faibles coûts	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 2	Besoins à incidence faible et à coûts élevés AAS de niveau 3
10.X – Élève ayant plus d'une anomalie.	10.2 – Élève ayant plus d'une anomalie, dont la combinaison requiert une aide spécialisée.	10.3 – Élève ayant plus d'une anomalie, dont la combinaison requiert une aide spécialisée pour la plus grande partie de la journée.
Caractéristiques : <ul style="list-style-type: none"> - capacité à satisfaire à la plupart ou à toutes les attentes du curriculum - certaines attentes du curriculum pouvant nécessiter une aide - aménagements mineurs nécessaires au regard de chaque anomalie afin de bénéficier pleinement du programme éducationnel 	Caractéristiques : <ul style="list-style-type: none"> - caractéristiques correspondant à celles de l'AAS de niveau 2 pour au moins une des anomalies déjà identifiées 	Caractéristiques : <ul style="list-style-type: none"> - caractéristiques correspondant à celles de l'AAS de niveau 3 pour au moins une des anomalies déjà identifiées
Aide : <ul style="list-style-type: none"> - enseignant(e) ressource d'enfance en difficulté ou enseignant(e) de classe régulière - aménagements d'apprentissage jusqu'à 50 % de la journée de l'élève - services dispensés en classe ou en retrait par un(e) enseignant(e) ressource d'enfance en difficulté pour la moitié ou moins de la journée de l'élève 	Aide spécialisée : <ul style="list-style-type: none"> - évaluation par un ou des médecins agréés comportant une description précise des anomalies et des preuves à l'appui - aide spécialisée requise d'un ou de plusieurs membres du personnel du conseil scolaire pour 51 à 80 % de la journée 	Aide spécialisée : <ul style="list-style-type: none"> - évaluation par un ou des médecins agréés comportant une description précise des anomalies et des preuves à l'appui - aide spécialisée requise d'un ou de plusieurs membres du personnel du conseil scolaire pour 81 à 100 % de la journée

«Anomalies multiples» peut vouloir dire une combinaison de plusieurs anomalies, ce qui impliquerait une approche multidisciplinaire pour répondre aux besoins de cet élève. Chacune des anomalies doit être indiquée dans l'énoncé du CIPR pour l'élève identifié comme ayant des anomalies multiples.

Les besoins de certains élèves ayant des anomalies multiples seront adéquatement satisfaits par une aide mineure en classe régulière ou par un retrait partiel, sans égard à leur admissibilité en vertu de ce profil. Ces élèves doivent pouvoir compter sur les services et mécanismes de soutien définis dans leur PEI.

Les demandes présentées pour ce profil d'AAS de niveau 2 doivent démontrer que les élèves présentent les caractéristiques observables de ce niveau pour au moins une de leurs anomalies. Les documents devraient clairement démontrer comment la combinaison particulière de chaque anomalie ajoute au besoin d'aide spécialisée de l'élève (p. ex. : élève à la fois doué et en difficulté d'apprentissage). Des évaluations claires et récentes sont essentielles pour justifier ces demandes.

Les demandes présentées pour ce profil d'AAS de niveau 3 doivent démontrer que les élèves ont de graves difficultés, p. ex. ils peuvent être sourds / aveugles ou avoir des problèmes de développement combinés à une autre anomalie.

Tous les élèves en difficulté doivent recevoir les services et les programmes tels que décrits dans leur PEI.

ANNEXE C
FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE SPÉCIALISÉE
1999/2000

Feuille de travail n° 1 -
 Classes intégrées ou retrait partiel

Information sur l'élève

Nom : _____		Prénom : _____		Jury : Élémentaire <input type="checkbox"/>	
				Secondaire <input type="checkbox"/>	
Né(e) le : _____		ETP <input type="checkbox"/>		Sexe : Garçon <input type="checkbox"/>	
jour mois année		(0,5 pour maternelle et jardin) (1 pour les autres niveaux)		Fille <input type="checkbox"/>	
				Numéro de l'école Mident : <input type="text"/>	

Admissibilité

L'élève est-il inscrit en 1999-2000?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Est-ce que l'élève répond à tous les critères de la liste de contrôle d'admissibilité?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
À quel profil correspond l'élève ?	Profil n° <input type="text"/>	
Quel niveau d'AAS correspond à celui de l'élève ?	AAS 2 <input type="checkbox"/>	AAS 3 <input type="checkbox"/>
Y a-t-il une évaluation faite par une ou un professionnel qualifié à l'appui de ce profil?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Intégrées ou retrait partiel

Présenter les renseignements ci-après en fonction du programme fourni à l'élève au cours de l'année scolaire 1999-2000.
 Pour les demandes MJJ traiter les élèves à temps complet pour fins de calculs.

Aide-enseignante ou aide-enseignant ETP affecté spécialement à l'élève à la ligne 1*	(à 2 décimales) Ligne 1 <input type="text"/>
Si d'autres ressources sont fournies à l'élève en contexte de retrait partiel :	
Nombre d'élèves dans le programme de retrait partiel que l'élève fréquente à la ligne 2**	Ligne 2 <input type="text"/>
Pourcentage de temps que l'élève passe dans le programme de retrait partiel (indiquer le pourcentage sous forme décimale : p. ex. 25 % donne 0,25) à la ligne 3	Ligne 3 <input type="text"/>
Diviser la ligne 3 par la ligne 2, multiplier par 2,5, puis inscrire à la ligne 4	Ligne 4 <input type="text"/>
Additionner la ligne 1 et la ligne 4, puis inscrire la somme à la ligne 5	Ligne 5 <input type="text"/>
	TOTAL <input type="text"/>

*Dans les classes intégrées où les aides-enseignantes et aides-enseignants ont plus d'une ou d'un élève ayant des besoins particuliers, établir au prorata la part de l'aide accordée par l'aide-enseignante ou l'aide-enseignant pour chaque élève. (Par exemple, si l'aide-enseignante ou l'aide-enseignant aide deux élèves de façon égale, le facteur ETP pour l'élève visé par le formulaire est 0,5.). Comme en 1999-2000, le temps consacré par les aides-enseignantes et aides-enseignants et les thérapeutes du comportement, les travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes et les autres aides équivalents en classe peut figurer sur la feuille de travail si ces personnes passent régulièrement du temps avec les élèves, tel qu'indiqué à l'horaire.

**À noter que le temps de l'enseignante ou de l'enseignant titulaire ne peut être calculé comme aide spécialisée que s'il s'agit d'une enseignante ou d'un enseignant à l'enfance en difficulté.

Certification

J'atteste que les renseignements figurant dans le présent document correspondent véritablement au programme fourni à l'élève au cours de l'année scolaire 1999-2000

Nom de la personne responsable
 du conseil qui remplit le formulaire

Date

Signature du
 responsable

Information sur l'élève

Nom : _____		Prénom : _____		Jury : Élémentsaire <input type="checkbox"/>	
				Secondaire <input type="checkbox"/>	
Naissance : _____		ETP <input type="checkbox"/>		Sexe : Garçon <input type="checkbox"/>	
Jour mois année		(0,5 pour la maternelle et jardin) (1 pour les autres niveaux)		Fille <input type="checkbox"/>	
Numéro de l'école				Mident : <input type="text"/>	

Admissibilité

L'élève est-il inscrit en 1999-2000 ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Est-ce que l'élève répond à tous les critères de la liste de contrôle d'admissibilité ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
À quel profil correspond l'élève ?	Profil n° <input type="text"/>	
Quel niveau d'AAS correspond à celui de l'élève ?	AAS 1 <input type="checkbox"/>	AAS 3 <input type="checkbox"/>
Y a-t-il une évaluation faite par une ou un professionnel qualifié à l'appui de ce profil ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Classe distincte

Présenter les renseignements ci-après en fonction du programme fourni à l'élève au cours de l'année scolaire 1999-2000
Pour les demandes MJ, traiter les élèves à temps complet pour fins de calculs.

Nombre d'enfants dans la classe autonome à la ligne 1	Ligne 1 <input type="text"/>	(à 2 décimales)
Personnel enseignant ETP dans la classe distincte à la ligne 2	Ligne 2 <input type="text"/>	
Diviser la ligne 2 par la ligne 1, multiplier par 2,5, puis inscrire le résultat à la ligne 3	Ligne 3 <input type="text"/>	(à 2 décimales)
Aides-enseignants et aides-enseignantes ETP dans la classe distincte à la ligne 4**	Ligne 4 <input type="text"/>	
Diviser la ligne 4 par la ligne 1, puis inscrire le résultat à la ligne 5	Ligne 5 <input type="text"/>	
Additionner la ligne 3 et la ligne 5, puis inscrire le total à la ligne 6	Ligne 6 <input type="text"/>	
	Ligne 7	-0,1
Soustraire 0,1 (ligne 7) de la ligne 6, puis inscrire le résultat à la ligne 8***	Ligne 8	TOTAL <input type="text"/>

* Par «ETP dans la classe distincte», on entend la part du temps de l'enseignante ou de l'enseignant ou de l'aide-enseignante ou de l'aide-enseignant dans cette classe (sans calcul proportionnel pour l'élève visé). Par exemple, s'il y a une enseignante ou un enseignant et 2 aides-enseignantes ou aides-enseignants affectés à temps plein à la classe, le facteur ETP pour le personnel enseignant à la ligne 2 est de 1,0, et le facteur ETP pour les aides-enseignantes et aides-enseignants à la ligne 3 est de 2,0.

** Comme en 1999-2000, le temps consacré par les aides-enseignantes et aides-enseignants et les thérapeutes du comportement, les travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes et les autres aides équivalents en classe peut figurer sur la feuille de travail si ces personnes passent régulièrement du temps avec les élèves, tel qu'indiqué à l'horaire. Par «ETP dans la classe distincte», on entend la part de temps de l'aide-enseignant ou de l'aide-enseignant dans cette classe (sans calcul proportionnel pour l'élève visé). Par exemple, s'il y a 2 aides-enseignants affectés à temps plein à la classe, le facteur ETP pour le personnel enseignant à la ligne 4 est de 2,0.

*** La valeur de 0,1 correspond à la part de la subvention de base qui soutient l'enseignant(e) dans la classe distincte.

Attestation

J'atteste que les renseignements figurant dans le présent document correspondent véritablement au programme fourni à l'élève au cours de l'année scolaire 1999-2000

Nom de la personne responsable
du conseil qui remplit le formulaire

Date

Signature du
responsable

ANNEXE C
FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE SPÉCIALISÉE 1999/2000

Feuille de travail n° 3 -
 Classe intégrée ou retrait partiel pour
 élèves sourds, aveugles ou sourds et
 aveugles

Information sur l'élève

Nom : _____		Prénom : _____		Numéro de l'école Mident : <input type="text"/>	
Né(e) le : _____		ETP <input type="text"/>		Jury : Élémentaire <input type="checkbox"/>	
jour mois année		(0,5 pour la maternelle et jardin) (1 pour les autres niveaux)		Secondaire <input type="checkbox"/>	
				Sexe : Garçon <input type="checkbox"/>	
				Fille <input type="checkbox"/>	

Admissibilité

L'élève est-il inscrit en 1999-2000 ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Est-ce que l'élève répond à tous les critères de la liste de contrôle d'admissibilité ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
À quel profil correspond l'élève ?	Profil n° <input type="text"/>	
Quel niveau d'AAS correspond à celui de l'élève ?	AAS 2 <input type="checkbox"/>	AAS 3 <input type="checkbox"/>
Y a-t-il une évaluation faite par une ou un professionnel qualifié à l'appui de ce profil ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Classe intégrée ou retrait partiel pour élèves sourds, aveugles ou sourds et aveugles

Présenter les renseignements ci-après en fonction du programme fourni à l'élève au cours de l'année scolaire 1999-2000. Pour les demandes MJJ, traiter les élèves à temps complet pour fins de calculs.

Pourcentage de temps que l'enseignante ou l'enseignant spécialiste pour sourds, aveugles ou sourds et aveugles passe avec l'élève

Ligne 1

Multiplier la ligne 1 par 2,5, puis inscrire le résultat à la ligne 2

Ligne 2

Aide-enseignante ou aide-enseignant ETP (à 2 décimales) affecté spécialement à l'élève* à la ligne 3

(à 2 décimales)

Ligne 3

Interprète ou autre soutien professionnel ETP (à 2 décimales) fourni à l'élève selon la NPP 76C à la ligne 4

(à 2 décimales)

Ligne 4

Multiplier la ligne 4 par 1,5, puis inscrire le résultat à la ligne 5

Ligne 5

Additionner la ligne 2, la ligne 3 et la ligne 5, puis inscrire la somme à la ligne 6

Ligne 6

TOTAL

* La ligne 3 comprend les aides-enseignantes et aides-enseignants ainsi que les travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes et les autres aides équivalents en classe. Si une aide pour la transcription passe plus de 10 % du temps indiqué à l'horaire pour aider l'élève, ce temps peut être compris à la ligne 3.

Inscrire les autres soutiens professionnels à la ligne 4.

Attestation

J'atteste que les renseignements figurant dans le présent document correspondent véritablement au programme fourni à l'élève au cours de l'année scolaire 1999-2000

Nom de la personne responsable
du conseil qui remplit le formulaire

Date

Signature du
responsable

Information sur l'élève

Nom : _____		Prénom : _____		Numéro de l'école Mident : <input type="text"/>	
Né(e) le : _____		Jury : Élémentaire <input type="checkbox"/>		Secondaire <input type="checkbox"/>	
_____		Sexe : Garçon <input type="checkbox"/>		Fille <input type="checkbox"/>	
_____		ETP <input type="text"/>			
_____		(0,5 pour la maternelle et jardin)			
_____		(1 pour les autres niveaux)			

Admissibilité

L'élève est-il inscrit en 1999-2000 ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Est-ce que l'élève répond à tous les critères de la liste de contrôle d'admissibilité ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
À quel profil correspond l'élève ?	Profil n° <input type="text"/>	
Quel niveau d'AAS correspond à celui de l'élève ?	AAS 2 <input type="checkbox"/>	AAS 3 <input type="checkbox"/>
Y a-t-il une évaluation faite par une ou un professionnel qualifié à l'appui de ce profil ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Classe distincte pour élèves sourds, aveugles ou sourds et aveugles

Présenter les renseignements ci-après en fonction du programme fourni à l'élève au cours de l'année scolaire 1999-2000. Pour les demandes MJJ, traiter les élèves à temps complet pour fins de calculs.

Nombre d'élèves dans la classe distincte à la ligne 1	Ligne 1 <input type="text"/>
Enseignant(e) ETP (à 2 décimales) spécialiste pour sourds, aveugles ou sourds et aveugles en classe distincte à la ligne 2	Ligne 2 <input type="text"/>
Diviser la ligne 2 par la ligne 1, multiplier par 2,5, puis inscrire le résultat à la ligne 3	Ligne 3 <input type="text"/>
Aide-enseignante ou aide-enseignant ETP (à 2 décimales) en classe distincte à la ligne 4*	Ligne 4 <input type="text"/>
Diviser la ligne 4 par la ligne 1, puis inscrire le résultat à la ligne 5	Ligne 5 <input type="text"/>
Aide pour la transcription ou autre soutien professionnel ETP (à 2 décimales) fourni à l'élève selon la NPP 76C à la ligne 6**	Ligne 6 <input type="text"/>
Multiplier la ligne 6 par 1,5, puis inscrire le résultat à la ligne 7	Ligne 7 <input type="text"/>
Additionner la ligne 3, la ligne 5 et la ligne 7, puis inscrire la somme à la ligne 8	Ligne 8 <input type="text"/>
	Ligne 9 -0,1
Soustraire 0,1 (ligne 9) de la ligne 8, puis inscrire le résultat à la ligne 10***	Ligne 10 TOTAL <input type="text"/>

* La ligne 4 comprend les aides-enseignantes et aides-enseignants ainsi que les travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes et les autres aides équivalents en classe. Si une aide pour la transcription passe plus de 10 % du temps indiqué à l'horaire pour aider l'élève, ce temps peut être compris à la ligne 4.

** Inscrire les autres soutiens professionnels à la ligne 6.

***La valeur de 0,1 correspond à la part de la subvention de base qui soutient l'enseignant(e) dans la classe distincte.

Attestation

J'atteste que les renseignements figurant dans le présent document correspondent véritablement au programme fourni à l'élève au cours de l'année scolaire 1999-2000

Nom de la personne responsable
 du conseil qui remplit le formulaire

Date

Signature du
 responsable

Annexe D

Formulaire de l'équipement admissible à l'AAS

Allocation d'aide spécialisée – Éducation de l'enfance en difficulté
Formulaire de mise à jour des demandes d'AAS pour chaque élève

Renseignements sur l'élève

Nom de l'élève : _____ Numéro de l'élève : _____

École : _____

Identification : ☐ Oui ☐ Anomalie double ☐ Non

L'anomalie : _____

Renseignements sur le conseil scolaire

Nom du conseil : _____ Numéro du conseil : _____

Adresse _____

Personne-ressource : _____ Téléphone : _____ Courriel : _____

Renseignements sur l'AAS

Équipement personnalisé (admissible à l'AAS)

Liste d'équipement AAS niveau 1	Coût	N° de série	Date d'achat par le conseil	Équipement partagé*

AAS, niveaux 2, 3 et 4 (indiquer le personnel de soutien ETP par niveau)

AAS 2 (ETP)	AAS 3 (ETP)	AAS 4 (ETP)	Description du plan (selon le PEI)	Date de la demande initiale

Signature de la direction de l'école :

☐ Original/Date : _____
Original : DSO

☐ Date du transfert : _____

Formulaire de demande d'AAS en 2000-2001

Conseil n°: _____

CSD: _____

[illegible]

Signature de la vérificatrice ou du vérificateur

CONFIDENTIEL UNE FOIS REMPLI

Annexe F

Bureaux de district du ministère de l'Éducation

Bureau de district de Barrie

Rosemary Gannon
Chef de district
20 Rose Street, 2nd Floor
Barrie (Ontario)
L4M 2T2

Tél. : (705) 725-7627
1-800-471-0713

Bureau de district de London

Terry Boucher
Chef de district
217 York Street, Suite 207
London (Ontario)
N6A 5P9

Tél. : (519) 667-1440
1-800-265-4221

Bureau de district de North Bay/Sudbury

Paul Ménard
Chef de district (par intérim)
Bureau de North Bay
447 McKeown Avenue
Suite 211
North Bay (Ontario)
P1B 9S9

Tél. : (705) 474-7210
1-800-461-9570

Bureau de district de Sudbury

199, rue Larch, 2^e étage
Bureau 203
Sudbury (Ontario)
P3E 5P9

Tél. : (705) 474-7210
1-800-461-9570

Bureau de district d'Ottawa

Gérald Hurtubise

Chef de district (par intérim)

1580 Chemin Merivale, Suite 504

Nepean (Ontario)

K2G 4B5

Tél. : (613) 225-9210

1-800-267-1067

Bureau de district de Thunder Bay

Carlana Lindeman

Chef de district

435 James Street South, Suite 336

Thunder Bay (Ontario)

P7E 6S9

Tél. : (807) 475-1571

1-800-465-5020

Bureau de district de la région de Toronto

Serge Morissette

Chef de district (par intérim)

880, rue Bay, 2^e étage

Toronto (Ontario)

M7A 1N3

Tél. : (416) 325-6874

1-800-268-5755

Annexe G

Modèle de note de service

NOTE DE SERVICE

DESTINATAIRES : Parents des élèves pour lesquels le ministère de l'Éducation a demandé d'avoir accès au Dossier scolaire de l'Ontario

EXPÉDITEURS : Directrices et directeurs d'école

DATE :

OBJET : Processus de financement de l'Allocation d'aide spécialisée

La présente note de service vise à vous informer que les responsables de la validation du ministère de l'Éducation auront accès à certains documents (liste ci-dessous) figurant dans le Dossier scolaire de l'Ontario de votre fils ou de votre fille.

Comme cela a été le cas au cours des années précédentes, le ministère enverra des responsables de la validation dans les conseils scolaires au printemps. Ils seront chargés de déterminer si les demandes présentées par les conseils scolaires respectent les critères d'admissibilité s'appliquant au financement de l'AAS. Le personnel du ministère a choisi au hasard des dossiers en se fondant sur les renseignements fournis par les conseils scolaires (p.ex., nom, date de naissance, niveau d'AAS). Votre fils ou votre fille est l'un des élèves dont le dossier a été choisi aux fins de la révision. Le personnel des conseils scolaires est en train de préparer des documents d'information, y compris des plans d'enseignement individualisé (PEI), des bulletins et des évaluations, qu'ils remettront aux responsables de la validation qui sont autorisés à consulter ces documents en vertu du paragraphe 266(7) de la *Loi sur l'Éducation*, paragraphe qui stipule ce qui suit :

« Le présent article n'empêche pas la cueillette ni la communication de renseignements qui peuvent être exigés par la ministre ou le conseil. »

Veuillez noter que la validation a pour but d'évaluer si les demandes présentées par les conseils scolaires respectent les critères de financement du ministère. Les responsables de la validation n'auront pas accès aux renseignements du DSO qui ne concernent pas la révision du financement.

Soyez assuré que tous les renseignements sur les élèves recueillis dans le cadre du processus de demande d'AAS seront considérés comme confidentiels.

Le financement de l'AAS n'est qu'une des composantes du financement accordé aux conseils scolaires pour les élèves ayant des besoins particuliers. Les conseils scolaires reçoivent la majeure partie du financement de l'éducation de l'enfance en difficulté par le biais de l'Allocation générale par élève en difficulté (AGED).

Le ministère de l'Éducation offre aux conseils scolaires un financement pour l'enfance en difficulté sous forme d'une enveloppe unique pour leur permettre d'offrir des programmes et des services d'éducation de l'enfance en difficulté à tous les élèves ayant des besoins particuliers. Il incombe aux conseils scolaires de déterminer et d'offrir les services requis par chaque élève ayant des besoins particuliers.

La gamme de programmes d'éducation de l'enfance en difficulté offerts par un conseil scolaire est décrite dans le Plan d'enfance en difficulté du conseil scolaire. Ce plan est révisé chaque année par le Comité consultatif pour l'enfance en difficulté du conseil scolaire, composé de responsables du conseil scolaire et de représentantes et représentants des associations locales de parents.

Les conseils scolaires doivent également impliquer les parents des élèves identifiés comme étant en difficulté à l'élaboration des plans d'enseignement individualisé. Le PEI décrit les programmes et les services d'éducation de l'enfance en difficulté qui seront offerts à l'élève. Les PEI sont revus chaque année et mis à jour en fonction de l'évolution des besoins de l'élève. Les parents peuvent s'attendre à ce que leurs enfants bénéficient des programmes et des services dont il est question dans le PEI de leurs enfants.

Si vous souhaitez recevoir de plus amples renseignements sur l'utilisation des renseignements personnels de votre enfant, veuillez communiquer avec la :

Direction des politiques et des programmes
Édifice Mowat, 15^e étage
900, rue Bay
Toronto ON M7A 1L2
Téléphone : 1 877 848-8806

Merci de votre collaboration.

La direction de l'école

Annexe H

FORMULAIRE DE DEMANDE – PARTIE À INCIDENCE SPÉCIALE 2000-2001

N° de l'école	Palier	Nom de l'élève Nom de famille Prénom	Sexe M/F	Date de naissance jj-mm-aa	Profil de l'élève n°
Type de placement en classe ⁸		Pondération du soutien en personnel en 2000-2001 (selon la demande)	Une demande d'AAS a-t-elle été faite en 1999-2000?		
PIS prévue – Calcul de la pondération du soutien en personnel pour 2000-2001 ⁹					
Niveau total d'aide spécialisée sur la feuille de travail					
_____ - 2.0 x 27 000 \$ = _____ ¹⁰					
(ETP)					

AUTRES TYPES DE SOUTIEN OFFERTS À L'ÉLÈVE

Équipement (liste)	
Personnel professionnel/paraprofessionnel du conseil assurant de l'aide ¹¹	
Modalités de transport	
Services offerts par d'autres ministères	
Aménagements de l'édifice ou de la salle de classe	

 Nom de la personne
 Responsable du conseil qui
 Complète le formulaire

 Date

 Signature
 responsable du conseil

⁸ Choisir le placement en classe à partir des diverses options fournies dans le formulaire de demande d'AAS de cette année.

⁹ Calculer la pondération des ressources en personnel **prévues** en appliquant les mêmes règles que celles figurant dans le **Manuel concernant l'Allocation d'aide spécialisée (AAS) 2000-2001**.

¹⁰ À noter que le ministère ne tiendra compte que du financement des coûts additionnels concernant les aides-enseignantes et aides-enseignants qui sont fournis pour des raisons de santé et de sécurité.

¹¹ Concerne le personnel **autre** que celui indiqué dans le calcul de la pondération de l'aide en personnel.